Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

décembre 1978

sommaire

Grèves dans le secteur public et dans la marine marchande...p 2
De l'antifascisme aux "droits de l'homme.................. p 3
Quelle unité ouvrière........ p 4
CGT au secours de la police.. p 4
Militarisation en Chine...... p 5
Réponse au F.O.R............. p 6
2° Conférence Internationale. p 7

mensuel n° 56
3ff 30 FB/ 2 FS/ 0,70 Cts can.

Editorial

Le prolétariat développe ses luttes, la bourgeoisie s'enlise dans sa crise politique

Grèves ouvrières importantes aux USA, notamment celle des mineurs, multiplication des luttes ouvrières partielles en Grande-Bretagne, en Espagne, en France... tandis qu'au Brésil, en Argentine au Pérou, en Iran, les ouvriers bravent la terreur étatique pour la défense de leurs revendications de classe.

Après avoir connu au lendemain des années 68-72 une accalmie particulièrement sensible dans les grands centres capitalistes, les luttes ouvrières tendent à se développer lentement à l'échelle internationale, annonçant ainsi que le temps où le mécontentement ouvrier pouvait se laisser émousser par les discours lénifiants sur le caractère passager de la crise, que le temps où la combativité ouvrière se laissait aisément dévoyer sur le terrain électoral.dans le soutien à des fractions bourgeoises plus "démocratiques", plus "ouvrières", touche à sa fin.

Et pourquoi en serait-il autrement alors même que la faiblesse de la réponse prolétarienne à la crise du capitalisme ces dernières années, n'a eu pour résultat que de laisser les mains libres à la bourgeoisie pour accentuer sa politique anti-ouvrière, accélérer les préparatifs guerriers en vue d'un troisième conflit impérialiste généralisé vers lequel la poussent toujours plus ses contradictions internes insurmontables. Pourquoi en serait-il autrement alors même que les fluctuations du dollar, symbole du capitalisme "florissant" ou mieux encore l'aveu par Carter de la nécessité pour la bourgeoisie de la première puissance économique du monde de devoir recourir comme tout un chacun à une politique d'austérité draconienne, révèle au plus naïf des bourgeois ce que des millions d'exploités de par le monde ne cessent de ressentir cruellement dans leur chair : la crise de l'économie touche TOUS les pays, loin de s'atténuer, elle connaît une nouvelle aggravation.

En reprenant le combat, le prolétariat va contraindre la bourgeoisie à aborder avec de plus en plus d'attention une question qu'elle a pu, un temps,laisser au second rang de ses préoccupations : "comment faire face au prolétariat". Il contribuera ainsi à aggraver les dissensions qui alimentent la crise politique de son ennemi mortel et le déchirent sur des questions aussi vitales pour lui que celles des mesures de capitalisme d'Etat, de la politique extérieure à adopter, pour défendre au mieux le capital national dans l'arène impérialiste.

Que la reprise à venir des luttes ouvrières devienne synonyme d'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie, c'est ce qu'indique clairement dès aujourd'hui l'impasse politique dans laquelle se trouve la bourgeoisie mondiale face au développement des émeutes populaires et des luttes ouvrières.

Que cette aggravation, avec tout ce qu'elle comporte d'erreurs, de tergiversations et de paralysie,puisse et doive être utilisée par le prolétariat pour pousser plus avant le combat, ne doit cependant pas masquer une réalité encore bien plus palpable aujourd'hui : face au mécontentement social grandissant, face aux luttes ouvrières,la bourgeoisie utilisera tous les moyens dont elle dispose : les mystifications comme la répression. Lorsque face à l'usure des mystifications électorales la bourgeoisie met en avant, dès les premiers signes de regain de la combativité ouvrière, ses organes de mystification et d'encadrement les plus efficaces en milieu ouvrier -les syndicats- cela ne doit que faire ressortir clairement la nécessité pour le prolétariat de les affronter comme recommencent à le faire les ouvriers des secteurs hospitaliers en Italie, sous peine de voir leurs efforts de résistance à l'exploitation continuer à s'enliser dans la défense de l'entreprise, dans la défense de l'économie nationale, au lieu de déboucher sur la généralisation par dessus les divisions sectorielles, nationales, contre la logique de l'économie bourgeoise, car c'est ainsi et uniquement ainsi que les prolétaires trouveront les moyens de faire reculer l'offensive de la bourgeoisie, car c'est ainsi et uniquement ainsi qu'ils forgeront leurs armes pour se rendre capables de bouleverser le monde de fond en comble par la révolution communiste mondiale.

"USA, URSS, IRAN : NOS ENNEMIS"

(SLOGAN DES OUVRIERS D'ABADAN)

• Avec la semi-reprise du travail, le fusil dans le dos, la situation en Iran semble s'être "stabilisée"... à un certain niveau d'instabilité constante.Au-delà des querelles montées en épingle entre "dictature du shah" et "ppposition islamique" ou "démocratique", l'enjeu du combat qui se mène dans cette région du monde est apparu dans toute sa clarté avec l'irruption du prolétariat. Dans l'ébranlement qui touche TOUTES les couches de la société iranienne, il est devenu clair que la clé de l'évolution de la situation se trouve dans l'affrontement entre les deux forces principales : celle de la bourgeoisie, minée de contradictions, et celle de la classe porteuse de la libération de l'humanité : la classe ouvrière, qui commence à s'affirmer de plus en plus à travers le monde. Au delà des "spécificités" iraniennes, ce qu'il importe de voir, c'est ce que marque cet événement, ce jalon sur la voie du soulèvement des classes exploitées, et les leçons que donne cette expérience à la lutte commençante de la classe ouvrière internationale.

l'impasse bourgeoise

Après avoir tenté dans un premier temps les massacres massifs, dans un second temps les simulacres de "libéralisation", dans un troisième une impossible "solution politique",1a bourgeoisie doit se rendre à l'évidence : elle ne peut compter que sur la force de son armée pour sauvegarder son système face aux assauts de l'ensemble des couches exploitées.

Pourquoi la bourgeoisie iranienne n'est-elle pas encore parvenue à se débarrasser du shah et à mettre en place, comme en Espagne ou au Portugal, une mascarade "démocratique" pour tenter de recréer une "union nationale", et de stabiliser pour un temps une situation explosive? Fondamentalement, parce que l'intérêt des grandes puissances ne peut se réaliser autrement que par le régime du shah ; pour les USA, et le bloc occidental, aucune fraction autre de la bourgeoisie, islam ou Front National, n'est assez stable pour assurer la direction de l'Etat au profit du bloc : dans cette société trop écartelée en intérêts contradictoires, seul le shah, c'est à dire l'armée centralisée, hiérarchisée, contrôlée que constituent les corps d'élite peut tenir ce rôle, avec tout au plus une comédie de quelques jours pour"dialoguer" avec "l'opposition" et libérer quelques prisonniers, qui seront réenfermés à la moindre alerte. Comme le disait le ministre des Affaires Etrangères en Grande Bretagne, "le gouvernement considère que garder le shah au pouvoi.r pour protéger les intérêts occidentaux est beaucoup plus important que le soucis des droits de l'homme. Si le shah était renversé, ce serait par un gouvernement plus droitier encore, lequel serait très vite renversé par la gauche, et la gauche, c'est l'URSS et les groupes de type terroriste".

Même la Russie, si prompte habituellement à enrôler les masses paupérisées du "tiers-monde" dans des combats qu'elle transforme en moyens de conquérir de nouvelles positions pour son expansion impérialiste, n'ose, dans ce bourbier, se risquer à déstabiliser la situation : aucune fraction assez forte de la bourgeoisie qui lui soit favorable n'existe en Iran, et mieux vaut encore soutenir un régime qui lui a toujours accordé des échanges commerciaux importants que de risquer de mettre en place un régime musulman qui lui soit carrément hostile et risquerait de plus de relancer l'agitation religieuse en URSS même.

Confrontée, sous la pression de l'aggravation de la crise économique mondiale, en même temps au besoin de se préparer à un conflit généralisé entre les blocs impérialistes et à la nécessité de maintenir un ordre social dont les bases économiques s'effondrent, les bourgeoisies nationales ont de plus en plus de mal à concilier les impératifs économiques et militaires internationaux avec le besoin de faire face à la colère des exploités. Pour contenir le mouvement social, la bourgeoisie iranienne n'a donc eu d'autre recours que la force brutale, la militarisation à outrance, mettant ainsi à nu le dernier recours de TOUTES les bourgeoisies face à des contradictions qui ne manqueront pas de s'exacerber en Iran, comme partout dans le monde.

la force ouvrière

Les violents affrontements de Téhéran, il y a déjà près de deux mois avaient

(suite p.4)

LA CGT AU SECOURS DE LA POLICE

• Depuis quelque temps, la presse nous rebat les oreilles avec des articles sur "l'insécurité grandissante", sur la "montée de la délinquance", et des tracts syndicaux revendiquent une "police ayant de meilleurs outils", "une police plus près des citoyens","une police mieux armée" pour jouer son rôle de prévention et de protection des biens et des personnes".bref une"vraie" police efficace et"au service de la population".

Si, dans un tract du syndicat de la police CGT, on murmure du bout des lèvres que, peut-être, la délinquance serait due à une société injuste, c'est pour s'empresser d'ajouter qu'on pourrait résoudre le problème en déployant plus de moyens policiers, c'est-à-dire en renforçant cette même société !

Est-ce que Ton voudrait nous faire croire que nos ennemis, ce sont les délinquants et les cambrioleurs? Serions-nous assez stupides pour ne pas distinguer ceux qui, privés de tout moyen de vivre, poussés au désespoir, sont acculés de la délinquance à la prison ?

(suite p.4)

DICTATURE DU PROLETARIAT ET DEMOCRATIE OUVRIERE

• Nous avons vu dans une première partie oe que dissimulaient les droits démocratiques et les droits de l'home dans la société capitaliste dès son origine et commentla "démocratie"bourgeoise avec la décadence était devenue une pure mystification dissimulant le totalitarisme de l'Etat.

Au mensonge de cette "démocratie" frelatée, le marxisme, depuis la Commune de Paris,oppose la dictature du prolétariat, comme phase de transition au socialisme. S'agit-il d'une "dictature" dans le sens usuel du terme ? Cette "dictature" ouvre-t-elle la voie à une société fondée sur la liberté et l'égalité réelles, et non abstraites et mensongères de la bourgeoisie ? Le prolétariat, pour parvenir au "royaume de la liberté" (Engels) utilise-t-il et engendre-t-il une démocratie d'un type nouveau,ou la supprime-t-il en établissant un pouvoir totalitaire?

Telles sont les questions que se pose et doit se poser tout ouvrier conscient à l'heure où la bourgeoisie mène une offensive idéologique pour discréditer le socialisme, dénigrer la notion de dictature du prolétariat.

(LIRE PAGE 8)

GREVES DANS LE SECTEUR PUBLIC
L'ETAT DONNE L'EXEMPLE

• Après avoir maîtrisé la grève de Renault en juin, celle des arsenaux, celle des contrôleurs aériens, et bien d'autres, l'Etat continue son offensive contre l'ensemble de la classe ouvrière. A tout un patronat inquiet des conséquences de la crise sur la classe ouvrière, l'Etat, le premier patron de France, donne l'exemple ; il donne l'exemple de la répression des grèves, il donne l'exemple de l'austérité, et, enfin, il donne l'exemple de la mystification idéologique, celle de l'entreprise nationale qu'est le "service public".

Face à la grève de la marine marchande, le 4 novembre, il envoie les forces de police pour faire dégager l'accès au port pétrolier de Fos-sur-Mer ; le même jour, il les fait aussi intervenir au Havre pour permettre le fonctionnement de l'écluse François 1er ; et ceci alors même que les négociations sont engagées; ce qui oblige les syndicats, et en particulier la CFDT, à se scandaliser pour calmer les marins : "Evidemment, 1'intervention'des forces de police en plein coeur de la négociation est incompréhensible et inadmissible et l'on se demande pourquoi le gouvernement jette de l'huile sur le feu?.."

Face à la grève des 6.000 éboueurs et conducteurs de bennes, la mairie de Paris a fait appel à l'armée pour la mise en place du "plan aspirateur" pour le ramassage de quelques 3.000 tonnes d'ordures qui encombraient depuis plusieurs jours les rues de la capitale.

Face à d'autres grèves, comme celle de l'ORTF et celle des électriciens des aéroports, c'est encore l'Etat qui emploie une arme qu'avait employée Carter pendant la grève des mineurs américains : la réquisition.

L'Etat dispose des moyens de répression que n'ont pas les autres employeurs, et il n'hésite pas à les utiliser : intervention de la police; utilisation de l'armée pour jouer le rôle de "jaunes"; emploi de la réquisition contre les grévistes. Et que les syndicats ne fassent pas semblant de s'étonner ou de se scandaliser , cette répression n'est pas une "bavure" due à des fonctionnaires de police incompétents : c'est une intervention mûrement réfléchie, et elle a valeur d'avertissement contre toutes les grèves qui pourraient surgir ailleurs.

Et ce n'est pas un hasard si l'Etat a tout de suite recours à la force et la répression ; représentant de la fraction la plus conséquente du capital, il ne peut se permettre aucune infraction à ses propres lois qu'il considère vitales pour la survie même du capitalisme. Organisateur et planificateur de l'austérité au niveau national, il se doit de donner l'exemple dans les secteurs qu'il contrôle directement. C'est l'Etat qui, dans la grève des éboueurs,a refusé l'augmentation des salaires et des primes de"contrainte matinale". Ce n'est là qu'un exemple parmi bien d'autres.

Et pour faire respecter l'austérité par tous les patrons privés, l'Etat ne recule devant aucun moyen quand son entreprise est touchée : la répression est, bien sûr, le moyen le plus voyant. Mais ce n'est pas le seul. L'Etat a aussi les moyens, par tous les organes d'"information" -ou, plutôt, de propagande- dont il dispose de mener toute une campagne de mystification contre les grévistes du secteur dit "public". Il n'y a qu'à écouter Ceyrac, le patron des patrons, pour se convaincre que la leçon a été comprise par toutes les autres fractions de la bourgeoisie : "Le climat actuel de grève dans les services publics perturbe gravement la vie économique du pays... Je n'ai pas à juger des motifs de ces grèves, mais je me demande si les grévistes du secteur public qui sont, en fait, les privilégiés de l'emploi mesurent suffisamment le mal qu'ils peuvent causer aux salariés du secteur privé" (24/10).

Toute la campagne de la bourgeoisie est dans ces mots :
- actuellement, c'est déjà un privilège d'avoir un emploi, et, bien sûr, il est temps, pour la bourgeoisie, de remettre en avant, le mythe de la "sécurité de l'emploi" dans ce qu'il est convenu d'appeler la "Fonction Publique";
- les grévistes du secteur public mettent directement en danger l'économie
- les grèvistes du secteur public sont au"service de la"population" et, par leur grève, c'est toute la"population" qui en souffre...

Les privilégiés de l'emploi ? Pour ce qui est des salaires, parlons-en des privilèges : le secteur public a le record des bas salaires -dans les PTT par exemple- par rapport à de nombreuses entreprises privées. Ensuite, pour ce qui est des privilèges d'emploi, l'Etat recrute dans des régions où les chômeurs n'ont pas d'autres solutions' ils n'ont pas le choix ; et, quant à la "sécurité de l'emploi", l'Etat est quand même bien le patron qui licencie tranquillement des auxiliaires dans l'Education Nationale, dans les PTT,... qui refuse régulièrement la titularisation à de nombreux travailleurs, et qui, finalement, un jour, en viendra à licencier des travailleurs titulaires pour délits d'opinion comme en Allemagne,et qui cessera de remplacer les travailleurs qui partent à la retraite.

Quant au chantage de la privatisation, tel qu'il est fait à la SFP, aux PTT, etc, ce n'est qu'une mascarade ; même s'il y a "privatisation", c'est dans le cadre d'un renforcement du contrôle de l'Etat sur le capital privé ; et, d'autre part, pour les travailleurs, un patron est avant tout un patron, et l'Etat n'est que le pire de tous dans la mesure où il les contrôle tous et qu'il a entre les mains tous les moyens de répression contre la classe ouvrière.

La "population" souffrirait de la grève des travailleurs du secteur public ? C'est par cet argument que la bourgeoisie a justifié la répression contre les marins et les dockers en grève : à entendre la bourgeoisie, les grévistes auraient isolé la Corse et l'auraient volontiers menacée de la disette ; ils auraient, en plus, pu provoquer de graves pénuries d'essence... Elle a justifié l'emploi des soldats comme éboueurs par l'intérêt de la "population" parisienne ; elle a justifié des atterrissages, et celle des journalistes de l'ORTF par l'intérêt des contribuables qui paient leurs redevances. De même, elle a appuyé toute sa campagne contre les grévistes des PTT, contre tre ceux de la SNCF, etc. par l'intérêt du "public". Et elle a employé les arguments classiques de la"liberté du travail" : les grévistes de la SNCF n'ont-ils pas même empêché les autres travailleurs de se rendre sur leurs lieux d'exploitation ?

On comprend mal, dans une période où la crise s'aggrave de plus en plus, où l'austérité s'attaque à tous les travailleurs, comment l'Etat peut, tout d'un coup, manifester une telle sollicitude pour la "population" et même les "gens qui travaillent". A moins qu'il ne pense surtout aux intérêts des entreprises -on sait, par exemple, que seulement 20% des services des PTT concernent les particuliers- et aux intérêts du capital en tant que tel. En fait, la "population" n'est qu'un mot, mais un mot de division de la classe ouvrière : il faudrait mettre d'un côté les travailleurs de la SNCF, de l'autre côté, ceux qui utilisent le train pour aller à leur travail, les "usagers"... La mystification peut encore prendre plus de poids quand il s'agit des hôpitaux ou de l'éducation, et la bourgeoisie ne se prive pas de faire tout aun chantage à la santé et l'éducation alors même que c'est elle qui provoque la grève par la réduction d'effectifs, entre autres. Ceci alors même qu'elle augmente le budget de l'armée et de la police, les seuls secteurs qui ne sont pas touchés par les dangers du chômage.

Les grèves du "secteur public" ne sont qu'une réponse,encore bien faible, à l'offensive de la bourgeoisie et, en particulier, de l'Etat. Enferré dans une politique d'austérité qui devra être de plus en plus dure, l'Etat devra, en même temps, renforcer son système de répression des luttes de la classe ouvrière, et tout mettre en oeuvre pour les empêcher. Face à un tel renforcement de l'Etat, il faudra à la classe ouvrière toute la force de sa conscience et de son organisation.

N. M.

GREVE DES MARINS
LE PCF DISTILLE SON POISON NATIONALISTE

• La grève des marins commencée le 13 octobre s'achève 15 jours plus tard. Une grande victoire aux dires du PC dont le bras droit, la CGT a mené la grève de bout en bout : "les marins ont gagné, les armateurs s'engagent à ne plus embaucher de personnel étranger au pays" (l'Humanité du 6-11).

Mais est-ce cela une victoire ouvrière? Les ouvriers peuvent-ils lutter en tant que français derrière des mots d'ordre nationalistes comme "défense du pavillon français", "contre l'embauche d'étrangers"?

S'il est des grèves dont les ouvriers sortent renforcés pour avoir éprouvé la force de leur unité, il en est d'autres, qui, quel que soit le résultat, les affaiblit pour les avoir divisés.

Qu'en est-il de la grève des marins ? Début octobre, la Nouvelle Compagnie des Paquebots (NCP) décide d'embaucher pour ses croisières une centaine d'Asiatiques à des salaires de 3 à 5 fois inférieurs aux salaires des marins français qu'elle emploie d'habitude. En déclarant : "C'est une question de survie, le seul moyen de conserver dans une concurrence internationale de plus en plus forte des prix compétitifs", le patron de la NCP ne fait qu'exprimer on ne peut plus ouvertement la situation de tous les capitalistes dans tous les pays:survivre face à une concurrence acharnée sur un marché saturé, et le seul moyen d'y parvenir : faire baisser les salaires des ouvriers ; par l'inflation, les licenciements et la surexploitation de ceux qui restent au travail, tous les procédés sont bons et ce celui de la NCP est utilisé dans toutes les usines : embaucher des immigrés qui, sous prétexte d'une qualification moindre seront payés moins pour un travail identique.

Contre cette attaque directe de leur salaire, les marins, comme tous les ouvriers, ne peuvent que riposter, et, en premier lieu, par la grève. A Marseille, à Sète, au Havre, à Bordeaux, Dunkerque, Saint-Malo, Roscoff et Brest, les marins, pilotes de remorqueurs, ouvriers des services portuaires bloquent un secteur vital de l'économie capitaliste, le transport des marchandises.

Mais une grève sur quels mots d'ordre? Une grève pour défendre qui contre qui? Une grève pour défendre le "développement du pavillon français", la qualité de la marine marchande contre les marins étrangers ou bien une grève l'ensemble des marins quelle que soit leur nationalité contre leur ennemi commun et sur le mot d'ordre unificateur possible de : "Pas de discriminations entre le ouvriers dans leur paye".

Pour la CGT -et la CFDT suivra- pas d'hésitation, elle démarre la lutte "contre l'embauche discriminatoire d'étrangers aux détriments de marins nationaux" . Mais le mot d'ordre est trop ouvertement un appel à la division, surtout s'adressant à un secteur de la classe ouvrière où les conditions de travail sont internationales, où Ivoiriens, Sénégalais, Congolais et Français travaillent coude à coude dans des mêmes conditions d'exploitation.

Et sous la pression de la lutte, la CGT donne à ses positions des allures de classe en déclarant que le vrai scandale, c'est la surexploitation de marins du tiers-monde, que les communistes sont internationalistes et qu'il s'agit d'une grève de solidarité. Mais, quand on connaît le nationalisme du PC, ses appels à "acheter et produire français", ses indignations quotidiennes contre le pillage de la France, et, quand on connaît la position qui en découle: la limitation de l'immigration en fonction des besoins de l'économie française et donc, son accord tacite aux expulsions d'immigrés, de tels appels à la solidarité internationale ne sont que bavardage ; un bavardage qu'elle s'est bien vite empressée de faire oublier en appelant à la reprise du travail sur une promesse des armateurs d'un arrêt de l'embauche étrangère.

défendre son usine, son bateau, sa région ?

A écouter les sirènes du PC, défense de 1'entreprise et compétitivité de l'économie française riment avec amélioration des conditions de vie pour les ouvriers.

Et, à ce titre, les marins devraient se battre pour le développement, la grandeur et la qualité de la marine marchande. Mais ces mots peuvent-ils avoir un sens pour les marins qui travaillent 56 heures par semaine dans les mêmes conditions de division du travail que dans une usine ?

Et, avec la crise aujourd'hui, ou obtenir même des miettes est devenu impossible, et où la survie du système passe par une attaque du niveau de vie des ouvriers, se mobiliser pour la survie de son usine ou de son bateau, c'est capituler devant l'ennemi de classe et accepter une encore plus grande exploitation.

Les marins qui ont lutté derrière les slogans nationalistes de la CGT ne doivent pas se bercer d'illusions. Leur grève n'est une victoire que pour la bourgeoisie qui a pu instaurer la division en leur sein, en désignant une partie d'entre eux comme responsable du sort des autres. Ils n'ont obtenu ni nouvelles embauches, ni augmentations de salaire, et le profit que les armateurs n'auront pu obtenir en imposant des salaires de misère aux indonésiens, ils le récupéreront sur le dos des marins français en laissant sur le pavé une partie d'entre eux, et en faisant trimer plus ceux qu'ils embaucheront.

Et si, pour la marine marchande, les conséquences de ce genre de lutte n'apparaissent pas encore clairement, le bilan du secteur de la construction navale est lourd de leçons à tirer pour les ouvriers.

En loyal gestionnaire du capitalisme, le PC, qui voudrait faire croire que la crise n'existe que par la mauvaise volonté et la cupidité des capitalistes, a proposé une série de mesures pour moderniser la construction navale en faisant valoir que "bien entendu, ces propositions rejoignent les revendications légitimes des travailleurs". Et, sous prétexte que "la navale peut vivre", les syndicats et partis "ouvriers" réunis feront voter reprise du travail sur reprise du travail. A Terrin, ils accepteront 300 licenciements en 77 pour assainir 1'entreprise et lui permettre de survivre ; en 78, la reprise sera imposée après 825 licenciements et les ouvriers feront même des heures supplémentaires en juillet pour prouver leur bonne volonté. A La Ciotat, le même refrain, avant d'être jeté à la rue, il faut fabriquer les derniers bateaux pour prouver que les chantiers sont rentables, il faut continuer le travail le jour même où 1 200 ouvriers sont licenciés, et un petit coup de rallye et de folklore l'après-midi pour faire passer la pilule et faire croire aux ouvriers qu'ils ont lutté.

Dans la construction navale comme dans tous les secteurs et dans tous les pays, les partis soi-disant ouvriers et syndicats racontent les mêmes mensonges aux ouvriers: ils commencent par vanter les charmes de la camelote nationaliste de la défense d'un intérêt national, en agitant le miroir aux alouettes d'améliorations possibles pour les ouvriers dans un tel cadre. Et puis, ceux-ci à peine embobinés, ils imposent le prix à payer, les sacrifices à consentir pour la survie du capital national.

Et le seul résultat, c'est, comme dans la construction navale, l'acceptation de licenciements qui ne se chiffrent plus par centaines mais par milliers, c'est l'écrasement de la combativité ouvrière, la démoralisation qui résulte de la division de la classe, chacun luttant dans son coin pour la survie de "sa" boîte.

Les licenciements massifs qui, dans la construction navale, atteignent à la fois les ouvriers de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas ou du Japon, montrent à quel point on ne peut trouver de solution au niveau de "sa" région et encore moins de "son" entreprise quand, dans tous les pays, les ouvriers subissent la même exploitation, affrontent le même ennemi. Et ils indiquent aussi la seule voie que la classe ouvrière devra nécessairement emprunter pour développer et renforcer sa lutte : l'internationalisme prolétarien, l'union et la solidarité des ouvriers de tous les pays et de tous les secteurs contre tous ceux qui, au nom d'un intérêt national à défendre, cherchent à la diviser.

G.

DE L'ANTIFASCISME AUX "DROITS DE L'HOMME" LA PREPARATION DE LA GUERRE IMPERIALISTE

• Au travers de l'"affaire" Darquier de Pellepoix, la bourgeoisie française vient de faire revivre un fossile jailli du passé, s'en servant comme épouvantail pour mobiliser l'attention de l'opinion publique au nom de l'antiracisme, de l'antifascisme.

L'antifascisme, idéologie de préparation à la seconde guerre mondiale dans le camp allié se porte encore bien aujourd'hui. L'horreur soulevée par l'évacuation des camps de la mort nazis, la monstruosité du génocide perpétré à rencontre de la population juive d'Europe étalées à longueur de colonne dans toute la presse de gauche comme de droite, le matraquage intensif de tous les mass-média ; journaux, TV, radios, etc. nous montrant que la barbarie fasciste n'a pourtant pas d'autre but que de détourner notre attention des problèmes réels d'aujourd'hui et de préparer la solution bourgeoise à la crise : une nouvelle guerre impérialiste généralisée.

L'humanitarisme de la bourgeoisie ne peut être qu'une façade servant à masquer les implications atroces de la défense de ses intérêts : la perpétuation d'un système sénile d'exploitation qui ne survit qu'au travers d'un cycle infernal ponctué par des crises et des guerres, par des destructions de plus en plus importantes et des massacres toujours plus barbares.Comment une classe dont les intérêts sont contraires à ceux de l'humanité dans son ensemble pourrait-elle détendre être "humaine"!

Il y a peu de domaines dans lesquels la bourgeoisie parvient à une certaine unité : aujourd'hui, l'antifascisme en est un. A part quelques fossiles résidus du passé dont on vient de nous ressortir ur, exemplaire qu'on est allé cherché à Madrid : Darquier de Pellepoix et, malgré quelques divergences sur la guerre, toutes les fractions de la bourgeoisie ont hurlé rie concert pour dénoncer la barbarie nazie : de la droite à l'extrême-gauche, depuis Hersant,ancien collaborateur du gouvernement de Vichy, qui a déchaîné sa presse jusqu'aux antifascistes de toujours : staliniens, gauchistes et anarchistes, en passant per le gouvernement lui-même. Pourtant, nous devons nous souvenir que chaque fois que la bourgeoisie retrouve une certaine unité, c'est toujours pour perpétrer un mauvais coup contre la classe ouvrière. La soumission du prolétariat à l'idéologie antifasciste dans les années 30 a directement permis à la bourgeoisie de s'engager dans le massacre de la 2ème guerre mondiale et de pallier ainsi provisoirement la crise économique mondiale qui débuta en 1929. Le triomphe de la mystification antifasciste a marqué la période la plus noire du prolétariat, celle de la plus grande victoire de la contre-révolution bourgeoise.

Mais le mythe de la deuxième guerre mondiale comme une guerre justifiée, au nom des sacro-saintes valeurs humaines contre la cruauté nazie est encore vivace. Cela montre encore toute la force de la mystification anti-fasciste qui tend à faire croire que l'ennemi du prolétariat, ce n'est pas le capitalisme lui-même mais seulement un aspect de la domination capitaliste : le fascisme, que l'ennemi, ce n'est pas la bourgeoisie dans son ensemble, mais seulement une de ses fractions pervertie, méchante, cruelle, responsable de tous les crimes.

Toute mystification s'appuie sur une réalité, c'est pour cela qu'elle peut mystifier : Auschwitz reste le grand alibi de l'antifascisme, l'évocation des camps d'extermination et des fours crématoires, des six millions de juifs assassinés, du sadisme des nazis est la principale justification des bourgeoisies alliées qui prétendirent faire la guerre pour des raisons humaines. Mais ce n'est jamais pour des raisons "humaines" que la bourgeoisie fait la guerre, mais par nécessité économique, la guerre n'est que la continuation de la concurrence économique par d'autres moyens. Les "raisons humaines" ne sont Qu'une tromperie mystificatrice qui cache des intérêts autrement plus sordides. Ce n'est pas pour combattre la "barbarie" des nazis que les alliés se lancent dans la guerre, mais pour vaincre un concurrent qui menaçait leurs chasses gardées.

Le martyr des juifs dans les camps de concentration nazis n'est qu'un horrible prétexte pour justifier la marche à la guerre. A cette époque, cela ne gêne pas particulièrement les bourgeoisies occidentales d'avoir comme allié l'URSS où des millions de déportés crèvent dans les camps staliniens, ce qu'elles ne pouvaient ignorer, mais nécessité oblige, n'est-ce pas ? Si un exemple devait suffire pour montrer la tartufferie de la bourgeoisie, l'affaire Joël Brand (1) serait celui-là :

Joël Brand dirigeait une organisation semi-clandestine de juifs hongrois; en avril 44, il fut convoqué par Eichmann, chef de la section juive des SS. Celui-ci lui proposa la mission suivante : se faire l'intermédiaire vis-à-vis des alliés pour négocier la vente d'un million de juifs en échange de 10.000 camions. Pour montrer leur bonne foi, les nazis étaient prêts à livrer 100.000 juifs dès la réception de l'accord. Brand passa par la Turquie pour tomber dans les prisons anglaises du Proche-Orient. Les alliés refusaient de "prendre cette affaire au sérieux" et firent tout pour l'étouffer et discréditer Joël Brand. Finalement, Brand rencontra au Caire Lord Moyne, ministre d'Etat britannique pour le Proche-Orient afin d'obtenir au moins un accord écrit, quitte à ne pas le tenir : ce qui ferait toujours 100 000 vies sauvées. Le dialogue fut celui-ci :

"- Et quel serait le nombre total ?

- Eichmann a parlé d'un million.

- Comment imaginez-vous une chose pareille, Mister Brand ? Que ferais-je de ce million de juifs ? Où les mettrais-je ? Qui les accueillera ?"

Les juifs et les nazis, eux aussi, s'étaient laissés prendre à la propaganae alliée ! Alors que les bourgeoisies alliées avaient trouvé dans la guerre le moyen de se débarrasser de leur trop-plein de chômeurs, pourquoi accueillir ces millions de juifs sur qui, comme un bouc émissaire, le capital allemand faisait peser tout le poids de la crise jusqu'à s'en débarrasser par tous les moyens.

Le vainqueur présente toujours le vaincu comme le responsable de tous les crimes de la guerre. Ainsi ont fait les alliés qui n'avaient pourtant rien à envier à leur ennemi fasciste. Qu'on se souvienne des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, qu'on se souvienne des bombardements "classiques" sur Dresde et Hambourg qui firent encore plus de morts, qu'on se souvienne des exactions des armées soviétiques en Pologne et en Allemagne, des soldats des colonies : marocains, sénégalais, hindous, etc. envoyés en avant parce que leur peau valait moins cher que celle des blancs, etc. ! La barbarie, la férocité, le racisme étaient des deux côtés, ils sont le produit même de la société capitaliste, pas simplement d'une fraction capitaliste : les fascistes, mais aussi bien des différentes formes de la domination bcurgeoise, qu'elle soit "libérale", "démocrate" ou stalinienne.

L'après-guerre a dramatiquement montré que l'écrasement des forces de l'Axe n'avait rien changé à la nature criminelle du capital. Pour s'être laissée bercer par les sirènes bellicistes de 1'antifascisme, l'humanité a payé en dizaine de millions de cadavres sa crédulité. Pour n'avoir pas su, pour n'avoir pas pu s'opposer à la guerre, pour avoir oublié que le problème n'était pas de détruire une forme de capitalisme, mais bien de détruire le capitalisme sous toutes ses formes, le prolétariat s'est vu massacrer, a dû payer cette faiblesse par une exploitation en encore plus forte, a vu anihiler sa combativité de classe et ce n'est que depuis quelques années, avec le retour de la crise, qu'il commence à se réveiller du long cauchemar de la contre-révolution.

Combien de massacres, de guerre, pendant 30 ans perpétrés par ces mêmes fractions de la bourgeoisie qui, naguère, se prétendaient humaine pour abattre le capitalisme allemand et japonais? Combien de milliers de morts dans les conflits qui n'ont pas cessé depuis la 2ème guerre mondiale : Corée, Vietnam, Biafra, Moyen-Orient, Bangladesh ? Quel niveau de misère atteint aujourd'hui dans les mouroirs du tiers-monde ; la ration alimentaire d'un Indien des bidonvilles n'est pas supérieure à celle d'un déporté de Buchenwald ? Combien, de dizaines do millions de déportés dans les "camps de travail", combien de prisonniers crèvent aujourd'hui dans les géôles du capital ?

Mais pourquoi la bourgeoisie utilise-t-elle encore la mystification antifasciste aujourd'hui, alors que la réalité historique, qui la justifiait au départ, un bloc impérialiste "fasciste" contre un autre "antifasciste", a disparu ? A delà deux raisons :

- la bourgeoisie utilise toutes les mystifications possibles, même les plus faibles pour affaiblir la conscience de classe du prolétariat. Tout est bon pour tenter de faire oublier, de dévier l'attention des ouvriers de la réalité sordide d'aujourd'hui : tout et n'importe quoi, depuis Darquier de Pellepoix jusqu'à Mesrine.pour justifier la présence de la police ;

- la classe dominante, comme dans les années 30, se trouve confrontée à l'attaque de la crise économique mondiale ; comme dans les années 30, elle essaie de mettre en place la même "solution" à la crise, sa "solution" : une guerre impérialiste mondiale. L'idéologie antifasciste a été dans le bloc occidental l'idéologie qui permit la justification de la guerre, qui permit à la bourgeoisie de préparer avec succès le massacre impérialiste de 1939-45. Aujourd'hui, le bloc occidental ne se trouve plus confronté à des pays se réclamant du fascisme, mais au bloc russe, son allié d'hier, la mystification antifasciste n'est donc pas la plus adaptée pour justifier une guerre qui est dans la logique même de la concurrence impérialiste, la mystification anticommuniste, employée de manière intensive durant la guerre froide non plus puisque, au sein du bloc américain, un des principaux piliers s* trouve être la Chine qui se réclame du "communisme" (sic)... Il faut donc mettre en place une nouvelle idéologie de la guerre : la défense des "droits de l'homme" contre le totalitarisme, est celle-là.

Mais si la forme varie, le fond ne change pas, il s'agit toujours de cacher les prosaïques intérêts économiques derrière des alibis "humanistes". Derrière la campagne antifasciste internationale en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Hollande, etc. qui se développe aujourd'hui : il s'agit surtout d'utiliser la force passée de l'antifascisme pour renforcer l'idéologie belliciste d'aujourd'hui :• les "droits de l'homme".

Ce n'est pas un hasard si la dénonciation de l'antisémitisme nazi s'accompagne dans la presse d'articles sur l'antisémitisme d'Etat des pays de l'Est.Ce n'est pas un hasard si la dénonciation des camps de la mort s'accompagne aujourd'hui de celle des goulags. Aujourd'hui, la situation des réfugiés vietnamiens, prétexte aux larmes de crocodiles que verse la bourgeoisie occidentale, rappelle étrangement celle des juifs de naguère : personne n'en veut réellement, mais leurs cadavres servent à la propagande occidentale pour préparer d'autres cadavres demain. Par exemple, B. Henri Lévy à la pointe de la campagne des "droits de l'homme" dénonce dans une même envolée"le fascisme brun et le fascisme rouge". Le lien est ainsi fait entre l'antifascisme de naguère et 1'antitotalitarisme d'aujourd'hui ; comme dans les années 30, la bourgeoisie prépare une guerre.

Mais si la guerre est la "solution" de la bourgeoisie à la crise, elle n'est pas pour autant une réalité inéluctable. L'alternative reste guerre ou révolution. Si la bourgeoisie prépare la guerre, à ces tentatives bellicistes, le prolétariat doit savoir opposer sa solution à la crise : la révolution, la destruction du monde capitaliste. Comprendre quel poison mortel constituent les idéologies antifascistes et de défense des droits de l'homme, savoir arracher le masque humaniste de la bourgeoisie pour mettre à nu sa face criminelle sont, pour le prolétariat, une nécessité indispensable pour avoir la force de repousser les séductions de l'idéologie dominante, armer sa conscience et contre la guerre que prépare la bourgeoisie, préparer la révolution communiste.

J. J.

(1) On peut lire à ce sujet "Auschwitz ou le grand alibi", article paru dans "Programme Communiste"et réédité récemment par le PCI sous forme de brochure.

derrière la carotte syndicale, la matraque policière

• Les interventions de plus en plus fréquentes et de plus en plus brutales des forces de police de Tordre démocratique contre les ouvriers en grève, contre les résidents des foyers Sonacotra en lutte -comme à Metz où la "douceur" policière s'est concrétisée par plusieurs blessés- et qui ont culminé avec l'affrontement violent qui opposa durant deux heures 2000 ouvriers de Caen aux CRS montre à quoi sert la propagande de la CGT pour le renforcement des effectifs de police soi-disant pour assurer la "défense des citoyens" (cf. l'article "la CGT au secours de la police").

Contre les grèves, 1'intervention des flics vient parachever le travail de sape des syndicats qui divisent, isolent les luttes, affaiblissent les luttes ouvrières, permettant ainsi le coup de matraque des CRS.

Ce qui s'est passé à Metz et à Caen est plus significatif de l'attitude de l'Etat lorsque les syndicats n'arrivent plus à bien contrôler une lutte : lorsque la carotte syndicale n'est plus suffisante, comme cela a été le cas pour les immigrés de Metz ou les chômeurs de Caen, la bourgeoisie fait jouer le bâton policier.

Face aux travailleurs immigrés des foyers Sonacotra qui dénoncent le rôle des syndicats et face aux travailleurs de Caen qui débordent les consignes syndicales où il s'agissait de bloquer la ville, mais partiellement, en accord avec la mairie, l'attitude de l'Etat est la même; là où le verbe mystificateur des syndicats ne suffit plus, l'Etat apparaît nu face aux ouvriers, plus de palabres démocratiques mais une répression brutale.

Que ce soit à Metz, Caen ou ailleurs qu'ils soient chômeurs ou actifs, immigrés ou autochtones, les prolétaires sont confrontés aux mêmes problèmes : briser le carcan syndical et faire face aux séides policiers de l'Etat démocratique. C'est dans la lutte, parce qu'ils sont confrontés à un même ennemi, face aux mêmes problèmes que se forge l'unité de la classe ouvrière.

En retrouvant le chemin de la lutte, les ouvriers forcent la bourgeoisie à se démasquer et révèlent la véritable nature des syndicats comme organes d'encadrement bourgeois. Ces événements montrent clairement que dénoncer les syndicats,c'est déjà préparer l'affrontement contre l'Etat et sa police.

J.J.

QUELLE UNITE OUVRIERE ?

Dans la première partie de cet article nous avons mis en évidente la campagne menée par la gauche de la bourgeoisie autour du thème de "l'unité ouvrière" interprétée comme unité des partis de gauche et des syndicats destinée à défouler le mécontentement croissant des travailleurs vers une nouvelle impasse. Nous avons fait apparaître les causes de l'impact mystificateur d'une telle campagne qui s'appuie sur une des exigences fondamentales de la lutte historique du prolétariat viat : son unité de classe. Nous avons vu comment s'est exprimée tout au long de son histoire la tendance du prolétariat vers cette unité et comment l'unité des partis de gauche et des syndicats ne peut avoir aucune signification du point de vue du prolétariat puisque ces organes, malgré leur étiquette ouvrière, sont depuis longtemps des institutions de défense du capitalisme.

• Les divisions qui pouvaient exister au siècle dernier entre divers syndicats ou divers partis ouvriers étaient fondamentalement l'expression des vestiges des anciennes divisions qui constituaient le "cadre naturel" de l'ancienne société que le capitalisme était en train d'abolir ; l'organisation des ouvriers par métiers portait la marque des sociétés de compagnonnage. Le poids des idées petites-bourgeoises (proudhoniennes, bakouninistes et anarcho-syndicalistes) sur certains secteurs de la classe était la manifestation du passage récent de leurs éléments de l'artisanat au prolétariat. Mais avec le développement de la grande industrie, les divisions tendaient de plus en plus à disparaître. Les divisions actuelles entre syndicats et partis"ouvriers" n'ont absolument rien à voir avec elles et leur dynamique est, par suite, complètement différente. Ces divisions ne sont pas, comme l'écrit la LCR le produit de leur "sectarisme" (alors justement que le sectarisme était une des faiblesses essentielles du mouvement ouvrier naissant). Ces divisions expriment des antagonismes bien réels entre divers secteurs de la classe capitaliste. Celle-ci est divisée tant en politique intérieure qu'en politique internationale. En politique intérieure les divisions entre les partis bourgeois et les syndicats qu'ils contrôlent éventuellement portent essentiellement sur le rythme et les modalités des mesures de capitalisme d'Etat que la décadence et la crise aiguë du système lui imposent de plus en plus. Certains comme le PC et la CGT sont favorables à des mesures plus énergiques (nationalisations) et rapides, d'autres, comme le PS et la CFDT ont des options plus modérées, tous restant évidemment dans le cadre des rapports de production capitalistes.

En politique extérieure, la division du monde entre le bloc US et le bloc russe s'est répercutée au sein même de l'appareil politique de la classe capitaliste de chaque pays, entre les secteurs qui conçoivent "l'intérêt national" comme étant plus en harmonie avec l'appartenance à un bloc et ceux plus favorables à un autre, ou bien entre secteurs favorables à des degrés différents d'intégration dans le bloc de tutelle. La scission syndicale qui a présidé à la constitution de FO est, à cet égard, significative : c'est sous la pression directe de la "guerre froide" et plus précisément avec l'appui des syndicats américains (et de la CIA) que la minorité socialiste a quitté la CGT en 1948.

Ceci est tellement vrai, que cette "unité syndicale" qui fait tant rêver les gauchistes est réalisée dans pratiquement tous les pays du bloc occidental (Grande-Bretagne, Allemagne, Scandinavie) où les partis socialistes ont une plus grande influence dans la classe ouvrière que les PC. Par contre, là où les PC dominent dans les usines (notamment dans les pays latins) une unité syndicale, qui serait forcément contrôlée par ce parti, n'a pas cours. Même le Portugal ne fait plus exception depuis la création récente d'une UGT pro-PS à côté de l'Intersyndicale pro-PCP.

Les affrontements actuels du PC et du PS et de leurs syndicats respectifs n'ont donc absolument rien à voir avec le problème de la défense des intérêts de la classe ouvrière (comme le prétend particulièrement le PCF) mais bien avec des problèmes de la défense d'intérêts capitalistes.

Or, comme toutes les contradictions du capitalisme ne font que s'aiguiser avec l'approfondissement de la crise économique elle-même, que s'exacerbent les tensions inter-impérialistes et que s'aggravent les règlements de compte entre gangsters capitalistes de chaque pays, l'heure n'est pas à une tendance à l'unification entre des secteurs comme le PC et le PS qui représentent des intérêts en fin de compte aussi antagoniques, mais bien à une division croissante. De fait, c'est uniquement face à la classe ouvrière et contre une menace de sa part que peuvent se retrouver réconciliées toutes les fractions de la classe bourgeoise, qu'elles peuvent agir de concert : collaboration entre monarchistes et sociaux-démocrates, entre impérialisme français et impérialisme allemand en 1918-19 en Allemagne, attitude coordonnée entre les impérialismes russe, américain et allemand et de tous les partis politiques bourgeois entre 1943 et 1945 pour empêcher tout surgissement de la classe ouvrière, particulièrement dans les pays vaincus (Italie et Allemagne). En France, c'est toujours contre la classe ouvrière que s'est réalisée la collaboration PC-PS et l'unité syndicale : soit pour l'entraîner pieds et poings liés vers la guerre impérialiste : front populaire, résistance, soit pour lui faire accepter les sacrifices de la reconstruction de "l'économie nationale" après la guerre. Plus récemment, cette même réalité s'est de nouveau illustrée : c'est, outre leurs intérêts particuliers, la nécessité de canaliser le mécontentement et étouffer la combativité de la classe ouvrière française qui s'étaient manifestés en mai 68 qui a poussé le PC et le PS à adopter un "programme commun". Et c'est l'efficacité de celui-ci comme arme anti-ouvrière qui l'a justement rendu "forclos" comme a dit Mitterrand.

quelles perpectives pour la classe ouvrière

Ce que proposent en fait tous ceux qui revendiquent l'unité syndicale et entre PC et PS, c'est la mise en place des moyens que se donne justement la bourgeoisie pour lutter contre la classe ouvrière. L'unité des syndicats comme condition d'une défense des intérêts ouvriers ? C'est une escroquerie grossière : c'est justement dans les pays où elle existe (Grande-Bretagne, Allemagne notamment) que leur politique anti-ouvrière est la plus ouverte et sans fard, qu'ils sont les plus "responsables" ! Dans l'offensive idéologique que présente du capitalisme, le rôle des gauchistes comme la LCR est particulièrement répugnant. Sous couvert d'un langage "radical", ces courants se font les racoleurs des travailleurs qui commencent à être écoeurés par la politique du PC et du PS, pour les mener vers de nouvelles impasses. De plus en plus, l'éclatement du programme commun et l'échec électoral qui en a résulté, conduisent les ouvriers à ne plus faire confiance aux partis de gauche et aux syndicats, à ne compter que sur leurs propres forces, que sur la lutte, comme l'ont démontré les mouvements de grève qui ont suivi immédiatement les élections. Que propose la LCR comme objectif de la mobilisation ouvrière ? "Il est temps d'organiser unitairement une riposte d'ensemble,... d'exiger du PC et du PS qu'ils se portent candidats au gouvernement" ("Rouge", 21/9). Elle propose donc que les travailleurs se redonnent, alors qu'ils tendent à s'en détourner, l'objectif illusoire qui a si bien servi à étouffer leurs luttes.

Pour corser la mystification, les gauchistes de la LCR font grand battage sur "l'unité syndicale" à la base qui devrait faire pression pour l'unité des appareils et l'accompagner : et de citer en exemple les sept sections syndicales (CGT, CFDT, FO) du Puy : "Il faut bousculer les confédérations pour les forcer à l'unité" ("Rouge", 2/10). Mais, si des syndicalistes "de base" sont d'accord pour l'unité, quelle signification peut avoir leur maintien dans des syndicats qui, eux, restent "divisés". De fait, cette "unité à la base" effectivement réalisée, constitue le moyen par excellence de rendre crédible toute cette campagne démobilisatrice iur l'u:":ité syndicale, (suite p.5)

LA CGT AU SECOURS DE LA POLICE

Car c'est bien ainsi qu'est la réalité : un système d'exploitation en pleine faillite qui marginalise des couches de plus en plus importantes de la population et qui appelle à la délation contre ceux qu'il réduit à la misère.

C'est surtout cela la fameuse "sécurité"que nous dispense l'ordre bourgeois celle qu'il fait respecter par une police qui vide systématiquement les usines occupées, qui expulse les travailleurs immigrés, qui réprime les manifestations et use de plus en plus ouvertement du tir de grenades à bout portant. Par une police, par "la" police qui ne peut être autre chose que ce pourquoi elle a été conçue : un corps spécialisé au service des patrons et de l'Etat chargé de réprimer tout ce qui met en cause l'exploitation et l'oppression quotidiennes.

Et face aux travailleurs qui peuvent juger sur pièce de "l'utilité" de la police, la CGT vient distiller sa propagande venimeuse Elle se lamente que "la police n'a pas de moyens"; que comme tout travailleur qui se respecte, elle aurait besoin de "bons outils"; que "la police est mal utilisée", et qu'il faudrait un peu plus de police, mais tout juste assez pour que la bonne "société démocratique française" ne ressemble pas trop à un "Etat-policier".

Et c'est à travers la défense des intérêts des policiers, pris comme une catégorie similaire aux autres travailleurs, qu'apparaît avec évidence et même caricaturalement la fonction actuelle du syndicat : institution de l'appareil d'Etat, pièce maîtresse dans le renforcement de ce même Etat. Car défendre les conditions de"travail" des policiers, c'est oeuvrer au renforcement d'un organe dont le rôle fondamental est la répression contre les travailleurs.

Faire croire aux travailleurs que ce ne sont pas les mêmes personnages qui font la circulation ou qui protègent les facteurs (comme le réclame la CGT) que ceux qui répriment les manifestations de ces mêmes postiers, c'est faire croire que le système capitaliste n'est pas le système capitaliste et que les travailleurs peuvent marcher la main dans la main avec ceux qui les matraquent et lesassassinent.

Les conditions de travail et de vie de plus en plus dures que subissent aujourd'hui les travailleurs, exigent de leur part une résistance et un combat des plus déterminés et clairs possibles. Dans ce combat contre l'austérité, les travailleurs ont face à eux deux forces qui combinent différemment leurs attaques.

A l'intérieur de l'usine, ce sont les syndicats qui tentent de dévoyer les travailleurs sur le terrain de la défense de l'Etat bourgeois, sur le terrain du pacifisme, en voulant gagner leur consentement pour une police plus importante : leur rôle est d'immobiliser la victime. A l'extérieur de l'usine, c'est la police chargée d'achever la victime.

Par rapport à cela, les travailleurs doivent être clairs : il n'y a pas d'ennemi n°l et d'ennemi n°2; il n'y a qu'un seul ennemi travaillant pour le maintien du système d'exploitation. C'est dans le développement de leurs luttes que les travailleurs font l'expérience des obstacles à abattre. Entre les faux-frères syndicaux et les CRS, le prolétariat n'a pas d'autre choix que de détruire l'appareil syndical et l'appareil policier.

P.F.

IRAN

(suite de la p.1)

mis en évidence que la masse des sans travail iraniens était prête à aller jusqu'au bout dans sa résistance à l'oppression croissante du capital. Un mois plus tard, l'explosion et la généralisation des grèves ouvrières dans tout le pays annonçaient que ces masses, désarmées face aux fusils de l'Etat bourgeois, n'étaient pas seules dans leur combat. La plus grande force de la société, la classe qui produit l'essentiel des richesses, affirmait sa puissance face à la classe dominante en bloquant toute la production industrielle et les services.

Le gouvernement est alors contraint, dans un secteur comme celui du pétrole, d'accorder des augmentations de salaire de 25 à 50%. Mais la lutte ouvrière ne cesse pas pour autant. Assumant le caractère politique de leur combat, et par là-même, les intérêts vitaux de l'ensemble des couches exploitées, les ouvriers refusent de reprendre le travail tant que la loi martiale reste en vigueur, et dans dans les prisons de l'Etat croupissent des milliers d'ouvriers et de sans-travail emprisonnés au cours des dernières luttes. Dépassant les revendications catégorielles, la classe affirme ainsi sa puissance d'unification, la force de la solidarité qui fait d'elle la classe porteuse du communisme.

Sur les murs de la raffinerie d'Abadan, on lit: "USA, URSS, IRAN : nos ennemis". Plus d'embrigadement pour des intérêts étrangers à la classe ouvrière, à l'ensemble des exploités, que ce soit ceux des puissances étrangères ou ceux du capital national.

La bourgeoisie est alors contrainte de recourir à la militarisation extrême, à assurer la reprise du travail fusil dans le dos : "la survie du régime se joue sur sa capacité à faire reprendre le travail" titrent toutes les presses. Elle concentre alors toutes les forces armées dans les secteurs clés de l'économie, et en premier lieu dans la grande concentration ouvrière de la région d'Abadan, productrice de pétrole : les quartiers ouvriers sont quadrillés, les usines investies par l'armée, des centaines d'arrestations ont lieu tous les jours. Le mouvement n'en continue pas moins. Dans la presse, les services publics, la métallurgie, la grève se poursuit et des émeutes se renouvellent dans toutes les villes de province. Mais, à Abadan, le travail reprend. Avec lenteur, mais il reprend : "certains ouvriers travaillent, d'autres peu, d'autres pas du tout" déclare un haut responsable de la raffinerie d'Abadan. Mais la bourgeoisie ne s'y est pas trompée. C'est à la tête qu'elle a attaqué le mouvement, là où la concentration ouvrière est la plus forte, et, donc, la détermination la plus grande. La forteresse ouvrière iranienne marque donc un temps d'arrêt devant la puissante armée du shah. Pour que sa lutte ne soit pas un simple accroc sur le monstre capitaliste mais puisse constituer, un moment de l'offensive que la classe ouvrière internationale devra mener demain, il faut qu'elle reste claire dans sa détermination et sa conscience de la nécessité de l'affrontement.

les leçons

Un des principaux aspects de la force du combat de la classe ouvrière en Iran, c'est l'absence "d'amortisseurs sociaux", la faiblesse des syndicats, partis, qui excellent à ramener sa lutte dans le giron de la légalité bourgeoise, masquant ainsi la nécessité de l'affrontement. C'est aussi ce qui avait fait la force du mouvement ouvrier en Pologne, qui avait imposé un recul à la bourgeoisie en menant résolurent l'affrontement, sans illusions sur les syndicats ou la gauche. C'est ce qui avait fait la faiblesse du mouvement au Chili, où les ouvriers, désarmés par les sirènes d'Allende s'étaient fait livrer à la répression sans pouvoir se préparer au combat.

Si la classe ouvrière a été capable en Iran de prendre la tête du mécontentement de l'ensemble de la population, c'est parce qu'elle s'est affirmée sur sontterrain de classe, autonome, et non en suivant une des quelconques fractions d'une bourgeoisie pourrie.

Mais, en Iran comme ailleurs, toutes les mystifications ne sont pas extirpées : il reste encore des illusions sur la possibilité d'une "démocratie" dans un pays capitaliste en crise, ou sur les avantages que pourrait constituer une "véritable défense du capital national" : les revendications mises en avant à Abadan sur les "droits démocratiques" ou "la politique pétrolière indépendante" le montrent.

Revendiquer des "droits démocratiques", c'est encore croire que la bourgeoisie peut donner une quelconque liberté d'expression à une classe dont les intérêts sont complètement opposés aux siens. Dans tous les pays, quand la classe impose ses véritables intérêts, le masque démocratique tombe, et c'est la répression qu'elle trouve en face. Qui veut nous faire croire à un "nouveau 89" en Iran? Des révolutions "démocratiques", il y en a déjà eu en Iran : il existe en principe une constitution "démocratique" au regard de laquelle le shah est "illégal"! Il existe sur papier les droits de presse, de réunion... On voit comment les papiers s'envolent au moindre accrochage entre les classes. PARTOUT, la classe ouvrière aura à s'affronter à la légalité bourgeoise. Nulle part, il n'existe un droit de fait aux exploités de lutter contre le système qui les exploite, et que la loi est faite pour justfier et maintenir. Partout, ils devront passer sur les coquilles vides des droits démocratiques, des syndicats, des "moindre mal".

Revendiquer une "politique pétrolière indépendante", c'est faire le chemin inverse du mot d'ordre d'Abadan : "USA, URSS, IRAN : nos ennemis". Indépendante ou non, et elle ne l'est nulle part au monde, la politique du capital national ne peut qu'être contraire à la lutte de la classe ouvrière.

C'est de cette clarté là que la classe ouvrière, en Iran comme partout dans le monde, a besoin, pour pouvoir affronter en face la nécessité du combat, et s'y préparer par dessus les frontières nationales.

D. N.

CHINE

LE MASQUE DEMDCRATIQUE DE LA MILITARISATION

• Ratification du traité sino-japonais, ouvertures diplomatiques multiples contre l'URSS, appétit de développement des échanges économiques, rèmise en question de la ligne "maoïste" : la Chine "s'occidentalise". Les bourgeoisies occidentales respirent : les ombres chinoises s'éclairent, le "péril jaune" n'est plus menaçant. La presse d'Europe de l'Ouest se fait l'écho enthousiaste des moindres innovations : on danse à Pékin où la valse n'est plus un "plaisir réactionnaire", les chinoises se font friser les cheveux, 1'Etat exalte les initiatives individuelles, l'Occident se passionne pour la sinologie alors que les chinois font leur apparition dans des colloques artistiques, culturels, scientifiques internationaux; les études ne sont plus soumises au rythme des semailles et les étudiants viennent suivre des stages dans les universités américaines ou européennes.

Mais ce qui émerveille le plus ces bourgeois occidentaux, c'est "l'ouverture" spectaculaire des marchés chinois.

Du coup, c'est la ruée. Après le Japon, maintenant partenaire privilégié en Asie, c'est une nuée d'hommes d'affaires américains, allemands, anglais, français, italiens, qui, derrière leurs courtiers des ministères, se sont précipités en Chine où ils se voient proposer des contrats mirifiques : par exemple, les contrats prévus avec le seul Japon pour les dix années à venir s'élèvent à 10 milliards de dollars- dont 2 milliards pour un grand complexe sidérurgique pouvant produire 10 millions de tonnes d'acier par an. Mais, des deux côtés, les illusions du "business" risquent de retomber rapidement, comme ce fut le cas pour "1'ouverture" de l'URSS il y a une vingtaine d'années,ou plus récemment, avec les fabuleux contrats commandités en Iran. Ce qui pousse la Chine à faire le forcing dans ses appels d'offre et à rechercher à tout prix des débouchés à sa production, ce sont ses difficultés économiques mêmes, ce sont les problèmes que connaît 1'ensemble du système capitaliste dans sa crise. Comme dit "Le Monde", c'est là que "nécessité fait loi". C'est pourquoi la Chine a été contrainte de renverser totalement sa ligne de conduite dans les échanges en acceptant d'une part de s'endetter envers d'autres Etats et de recourir à des prêts pour pouvoir honorer ne serait-ce qu'une petite partie des accords économiques signés, d'autre part, de permettre l'investissement en Chine de consortiums étrangers dans des sociétés"mixtes" avec simple participation majoritaire (à 51 %) de l'Etat chinois. Enfin, il est de plus en plus question "d'exporter de la main-d'oeuvre chinoise". Tout ceci contrevenant à la directive maoïste : "compter seulement sur ses propres forces". Une telle reconsidération ne manque pas de s'accompagner d'un renforcement de la crise politique et des rivalités entre les factions de la bourgeoisie où perce la domination actuelle du promoteur le plus résolu de cette orientation, Teng Hsiao Ping qui aboutit non seulement à la destitution du maire de Pékin et au changement radical de l'attitude officielle face aux émeutes de la place Tian-An-Men en avril 76 mais encore à la remise en cause de toute la "révolution culturelle" et, par là, des orientations et de 1'action du défunt grand timonier, Mao lui-même.

La presse européenne ne manque pas alors de monter en épingle 1'apparition de dazibaos vantant "les mérites de la démocratie". Un mythe chasse l'autre. Mais que masque cette propagande qui vise tout à la fois à faire accréditer la possibilité d'un boom économique de la Chine et d'un épanouissement "démocratique" ? Ce que peuvent attendre les ouvriers chinois de la prétendue nouvelle ligne, Teng Hsiao Ping l'a exprimé sans ambage lors du congrès national des syndicats (chargé de réactiver ces organismes après 20 ans de mise en sommeil) le 11 octobre dernier d'une part en demandant à ces organes de l'Etat "d'aider énergiquement les entreprises à réaliser ces transformations économiques" et "d'éduquer ses membres dans le respect d'une direction administrative hautement centralisée dans leurs entreprises et de l'extrême autorité du système de commandement de la production". En même temps, les ouvriers étaient conviés à "développer leur glorieuse tradition de dur travail, d'abnégation et de discipline, acceptant sans rechigner les transferts d'emplois et aimant leurs entreprises comme leur propre foyer". C'est clair : on ne leur offre rien d'autre que davantage de productivité,davantage d'austérité et de sacrifices, une rigueur plus grande dans le contrôle étatique.Comme partout dans le monde aujourd'hui. Le problème qui se pose, c'est, dès lors, à quoi correspond tout le battage sur "l'ouverture" de la Chine ?

La campagne encore plus massive en Occident contre "la violation des droits de 1'homme au Vietnam" et "les crimes du régime de Pham Van Dong" n'est que l'autre versant du même battage. Là, le "goulag vietnamien" est mis à l'index des "nations civilisées" : "le Vietnam d'aujourd'hui est celui du recours systématique à la répression, celui de la prison et des camps, des arrestations arbitraires, des mauvais traitements infligés aux mal-pensants", "de la délation érigée au niveau d'un devoir", de "la déportation vers les nouvelles zones économiques", de "l'exode massif devant la terreur". Il n'y a guère que le PC. comme sous les purges staliniennes, flanqué aujourd'hui des trotskystes de la LCR pour nier cette réalité et parler à ce sujet de "pures calomnies" en osant prendre la défense "de la révolution vietnamienne".

La seule curiosité est que, simultanément, la dénonciation du génocide au Cambodge ait baissé d'un ton et que l'on ne parle plus des camps de travail forcé en Chine où, encore naguère, auraient été emprisonnées 20 millions de personnes.

Mais ce ne sont pas les seules horreurs qui se déroulent au Vietnam auxquels renvoie l'aventure exemplaire du cargo "Hai Hong". Ils se retrouvent plus de 2 500 Vietnamiens qui, après avoir été rackettés par les cadres du régime qu'ils ont fui, ont été entassés et bailotés pendant des semaines dans les eaux de 1'océan Indien sur un navire saboté, au gré de l'orchestration de la campagne idéologique du camp occidental. Pendant ce temps, un autre navire chargé de réfugiés, coule. C'est en concentré toute la barbarie capitaliste où, d'où qu'elles viennent, les populations sont utilisées et sacrifiées dans les manoeuvres des camps rivaux.

Qu'il s'agisse de la Chine ou du Vietnam, cette propagande n'a de sens que par rapport à 1'aggravation des tensions impérialistes entre les blocs russe et américain en Asie du Sud-Est. Celle-ci prend deux formes : le terrain diplomatique et stratégique dans le jeu des alliances au sein des blocs, la multiplication des conflits ouverts et le renforcement de la militarisation de cette région du monde. Ces deux aspects sont complémentaires dans une réalité qui pousse toujours plus avant le capitalisme de la guerre économique entre les Etats vers la destruction de l'humanité.

La ratification du "traité de paix et d'amitié" entre la Chine et le Japon avec la bénédiction des USA est scellée sur une base claire: l'opposition à'I'hégémonisme soviétique". Après l'intégration du Vietnam dans le COMECON, y répond en écho quelques jours plus tard "un traité d'amitié et de coopération" dirigé contre "les visées expansionnistes chinoises".

Sur le terrain diplomatique, une image caricaturale est fournie par la Chine et le Vietnam, "pays socialistes*dans dans la propagande officielle qui viennent tour à tour jouer les courtisans et marchander des appuis auprès des pays de 1'ASEAN (alliance des nations du Sud-Est Asiatique), ces fameux "dominos" de la stratégie américaine, bastion contre la "pénétration de 1'idéologie communiste en Asie du Sud-Est".

L'Ouest a pris un avantage stratégique en consacrant une alliance entre un Etat en passe de devenir la deuxième puissance économique mondiale et un autre qui, avec une population dépassant 930 millions, constitue une réserve quasiment inépuisable de chair à canon.

Devant la menace d'encerclement du Vietnam et du Laos, dans une des seules régions du monde où il puisse encore envisager d'étendre sa zone d'influence, le bloc russe tente de donner corps au projet de "fédération indochinoise" face à la Chine et au Japon. Pour cela, il lui faut déstabiliser le Cambodge. Le Vietnam, en portant un appui direct à la résistance armée des maquisards khmers, pousse ainsi à l'insurrection pour renverser le régime cambodgien, soutenu par la Chine. Principalement alimentée par le bloc impérialiste le plus faible, qui n'a d'autre choix que l'attitude la plus belliqueuse, l'offensive se prépare et les foyers d'affrontement se multiplient. Sur une zone névralgique, le long de la frontière entre la Chine et l'URSS, les limites territoriales se déplacent au gré de l'avancée des armées et les échauffourées périodiques qui s'y produisent sont l'image de la menace permanente de conflit; en même temps, la Chine mène une campagne active de harcèlement idéologique contre le Vietnam où la population chinoise (les Hoas) est également utilisée sans complexe comme masse de manoeuvre.

Si l'Asie du Sud-Est est aujourd'hui une des aires géographiques où se cristallise et s'exacerbe la rivalité entre les blocs, cette situation est le produit de la poussée générale exercée par le capitalisme en crise vers un développement ininterrompu de l'économie de guerre dans tous les pays. Que de canons ainsi vendus sous le couvert des traités de"paix" de la bourgeoisie !

Sous le mirage de la percée économe que, la Chine vise essentiellement la modernisation de son armée par des livraisons de matériel occidental (pourparlers avec la France et la Grande-Bretagne, notamment pour l'aviation, livraison d'un satellite par les USA).Le Japon tente de convertir une partie de plus en plus importante de sa puissance technologique en matériel militaire sophistiqué et fait pression auprès d'un des organes de l'alliance atlantique pour élargir la liste des ventes autorisées de produits utilisables à des fins militaires vers des "pays communistes".

A travers le traité de coopération avec le Vietnam, l'aide militaire de l'URSS s'est considérablement accrue. Des accordailles entre deux brigands capitalistes ne peuvent se faire aujourd'hui que pour en découdre avec un troisième.

Aux tensions qui émergent, à la militarisation qui se manifeste en Asie du Sud-Est, aucun "humanitarisme", aucune pseudo- démocratisation ne peut mettre fin. Au contraire, à travers l'écho mondial qu'ils réclament, ces mythes sont les armes idéologiques de la bourgeoisie d'un bloc assez puissant par rapport à l'autre pour les utiliser dans les préparatifs d'un conflit géné-

Y.D.

QUELLE UNITE OUVRIERE?

(suite de la p.4)

L'unité ou la division des représentants du capitalisme que sont le PC, le PS et tous les syndicats ne sont pas des problèmes de la classe ouvrière. Qu'ils soient unis ou divisés, c'est en dehors et contre ces organismes qu'elle doit mener la lutte. Son unité, c'est contre eux qu'elle se fera. Cette unité ne peut être un préalable àl1a lutte (comme le posent évidemment les menteur; de la LCR) mais bien un produit, une conquête de la lutte elle-même, comme le disait déjà le "Manifeste Consiste". C'est au cours des luttes elles-mêmes que les travailleurs découvrent la solidarité de classe, qu'ils sortent de leur usine, qu'ils entraînent leurs frères de classe des autres secteurs, des autres régions et des autres pays. C'est dans la lutte contre le capitalisme que la classe ouvrière, apprend à s'organiser, à connaître son ennemi qu'elle prend conscience de sa propre force, de la nécessité de détruire le système et qu'elle s'y prépare.

LE MASSACRE DE GUYANA... A L'IMAGE D'UNE SOCIETE MORIBONDE

• A bien des égards, le destin de la secte du "Temple du Peuple" qui vient de s'auto-détruire dans la jungle guyanaise, est significatif de notre époque.

En premier lieu^la multiplication des sectes religieuses de tous ordres n'est pas un phénomène fortuit. De tout temps, la religion a constitué un exutoire à la détresse humaine. "Elle est la réalisation fantastique de l'être humain, parce que l'être humain ne possède pas une réalité véritable...La religion est le soupir de la créature opprimée, le coeur d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'un monde sans esprit. Elle est l'opium du peuple." (Marx, Critique de la philosophie du droit de Hegel).

De ce fait, les époques de plus grand mysticisme sont aussi celles de plus grande détresse. Et notre époque est de celles-ci. Comme expression de la crise mortelle de son soubassement économique, la société capitaliste connaît aujourd'hui une décadence générale de ses superstructures, et notamment de son idéologie. Et si c'est plutôt à sa périphérie que la décadence se manifeste avec le plus d'horreur, c'est dans les métropoles les plus avancées et la Californie -cette "Amérique de 1'Amérique"- que se développe avec le plus d'acuité la crise idéologique. Avec l'épuisement des formes traditionnelles de religion, les sectes et la drogue prennent la relève comme moyens de fuite et de consolation, de recherche d'une humanité et d'une communauté absentes.

En second lieu, le fonctionnement et la démarche de cette secte elle-même est à l'image du monde d'aujourd'hui : totalitarisme, camps de travail, et surtout morbidité, cours vers l'auto-destruction. Que sont les 900 morts de Jonestown à côté des holocaustes que la société capitaliste s'inflige dans des guerres impérialistes de plus en plus terrifiantes, sinon un simple résumé? Et, comme à Jonestown, c'est une minorité de la société assise sur ses privilèges et bardée des emblèmes du pouvoir qui entraîne dans un engin de mort de grè ou de force l'humanité vers sa propre destruction.

Enfin, encore une fois, ce massacre qui n'est pas homologué parmis ce qu'il est "convenable de faire", qui n'appartient pas aux massacres "légitimes" que sont les guerres, aux destructions"normales" de vies humaines que sont les famines, provoque la fébrilité des exorcistes : il faut des responsables, nommément désignés, pour cacher le fait que c'est tout un système, le capitalisme, qui est la cause de ces atrocités, et qu'il faut donc détruire avant qu'il inflige au genre humain le sort des pauvres hères de Guyana.

F.M.

F.O.R.

(suite de la p.6)

qu'aujourd'hui il n'y a pas de crise(4): ce n'est pas plus compliqué, mais malheureusement, une telle démarche ne prépare pas beaucoup cette organisation à comprendre le système qu'elle combat et donc à accomplir sa tâche de contribuer à la prise de conscience de la classe ouvrière.

NOTES

(1) : Les camarades du FOR, dans une lettre ultérieure, nous font part de leur opposition à une publication en plusieurs fois de leur lettre. Si nous n'accédons pas à leur demande, ce n'est nullement que nous voulions envenimer les rapports entre nos deux organisation mais bien pour des raisons techniques et parce que nous pensons qu'une telle séparation entre deux parties qui sont bien distinctes dans la lettre n'est pas de nature à altérer le contenu de l'ensemble de celle-ci.

(2) : Avant-propos à la"Critique de l'économie politique".

(3) : "Les luttes de classe en France, 1848-1852".

(4) Sur la réalité et l'interprétation de la crise actuelle, nous renvoyons le FOR et les lecteurs aux nombreux articles que nous avons consacrés à ce sujet.

REPONSE AU «F.O.R.»

• Dans le n°54 de notre journal (octobre 78), nous avons salué la parution du 1er numéro d'une nouvelle publication révolutionnaire, "Alarme", organe du "Ferment Ouvrier Révolutionnaire", équivalent français du groupe espagnol "Fomento Obrero Revolucionario". A cette occasion nous avons rappelé les principales critiques que nous faisions aux positions politiques du FOR. A la suite de cet article,nous avons reçu une lettre du FOR répondant à nos critiques et qui annonce : "Nous ne ferons pas paraitre cette présente lettre dans notre journal car, pour le moment, nous ne voulons pas y faire entrer de polémiques entre groupes".

Nous ne comprenons pas pour quelles raisons les camarades du FOR se refusent à une confrontation publique de nos positions respectives. Pour notre part, nous estimons de peu d'intérêt un débat politique confidentiel entre organisations révolutionnaires : les questions qui y sont agitées n'intéressent pas seulement un petit nombre de spécialistes (c'est là le schéma qui prévaut dans la société bourgeoise) mais bien l'ensemble de la classe ouvrière. C'est pour cela que nous publions ici la première partie de la lettre du FOR et la réponse que nous apportons aux arguments qui y figurent ; la seconde partie de la lettre et la réponse correspondante figureront, pour des raisons de place, dans notre prochain numéro (1)

Chers camarades,

Nous voulons tout d'abord vous dire que nous vous savons gré de votre"SALUT A ALARME". Nous avons trouvé cela sympathique et vous êtes les seuls jusqu'à présent à l'avoir fait. Cependant, nous avons tenu à vous adresser une réponse exposant notre propre point de vue sur les divergences entre nos deux groupes que vous avez soulignes dans votre salutation.

SALUT A REVOLUTION INTERNATIONALE

Cela fait maintenant une dizaine d'années naissait le CCI, pur produit de la fameJe "crise de surproduction" qui sévit actuellement dans nos contrées. Nous profitons donc de l'existence de cette "crise" pour correspondre avec le groupe Révolution Internationale qui sans ce "facteur positif" de la révolution se serait retiré tel Mahomet dans la montagne pour y méditer et conserver au plus haut la conscience communiste en attendant de reparaître avec une nouvelle crise.

Vous dites que la parution d'Alarme "est un signe de la crise". Sachez d'abord que lorsque nous nous sommes créés en tant que groupe, nous ne nous sommes pas posé la gestion de savoir si nous devions agir révolutionnairement parce qu'il y avait crise ou non, ni même parce qu'il y avait agitation sociale ou non. Etre révolutionnaire, c'est ressentir profondément le besoin d'agir révolutionnairement quel que soit le moment en tenant compte uniquement des particularités que prend l'activité et l'intervention communiste suivant la situation existante. Etre révolutionnaire, c'est initialement une simple question de sentiment : sentir la pourriture et vouloir lutter contre elle. Le FOR s'est créé en 1959, c'est-à-dire en dehors, selon vos propres positions, de toute crise (et il ne s'est pas contenté de conserver au plus haut la conscience communiste). Le FOR, groupe français, aurait très bien pu lui aussi se créer en dehors de toute crise (toujours selon vos propres critères car nous considérons qu'il s'est en effet créé en dehors de toute crise mais ceci est un point de peu d'importance que nous aborderons plus loin) ; pour cela, il eut fallu (et il a fallu) uniquement des individus révolutionnaires, exactement ce que la création du FOR en 59 a requis. Expliquer l'existence ou l'inexistence, la force ou la faiblesse de ou des organisations révolutionnaires par l'état de la lutte de classe et expliquer ce dernier par l'état économique momentané dans lequel sa trouve le capitalisme n'est pas notre démarche. Nous n'attachons pas une grande importance à la question de la crise et en général à l'état économique momentané dans lequel se trouve le système capitaliste car notre travail de révolutionnaires doit se faire à n'importe quelle époque, suivant nos possibilités et suivant les caractéristiques des différentes époques. Que les gens soient des marchandises, ils le sont qu'il y ait crise ou pas crise ; mais vous prétendez que, lorsque quelqu'un a le ventre vide, il y a plus de chances qu'il veuille faire la révolution que s'il est gras et replet. Ne pensez-vous pas qu'un individu qui a le ventre vide pense plutôt à le remplir et non pas tar.t à révolutionner le monde ? Un état de crise économique peut provoquer sans nul doute une certaine agitation sociale. Cependant, ne nous abusons pas sur l'agitation qui peut surgir en réponse à un état de crise, c'est-à-dire en réponse à un état particulier du système capitaliste, et non en opposition directe avec le capitalisme quel que soit l'état économique dans lequel il se trouve momentanémentplongé. Nous avons ici parlé d'un état de crise, c'est-à-dire de crise dite de surproduction, mais cela vaut également pour la récession présente. En effet, présentement, il n'y a pas crise de surproduction ce qui se marquerait par une dépression, par une baisse des prix suivant la loi de l'offre et de la demande et également par un nombre de chômeurs nettement supérieur à celui atteint à ce jour. Avant chaque crise, il y a récession, mais après chaque récession il n'y a pas obligatoirement crise.

Par ailleurs il serait aberrant de nier qu'une révolution peut éclater en pleine croissance capitaliste et ne pourrait aboutir qu'à refuser de reconnaître des perspectives réelles de révolution si elles se présentaient au moment justement où économiquement le capitalisme est en bonne santé.

Chers camarades,

C'est avec beaucoup de clarté que votre lettre exprime ce que nous pensons être une des incompréhensions fondamentales du FOR : le mépris des facteurs objectifs dans l'analyse du développement de la lutte de classe et de l'organisation des révolutionnaires.

Vous écrivez : "lorsque nous nous sommes créés en tant que groupe, nous ne nous sommes pas posé la question de savoir si nous devions agir révolutionnairement parce qu'il y avait crise ou non, ni mène parce qu'il y avait agitation sociale ou non". Que vous ne vous soyez pas posé la question vous, individus, nous n'en doutons pas. Et nous vous approuvons. Effectivement, comme le dit la plate-forme de notre organisation : "L'effort de prise de conscience de la classe existe constamment depuis ses origines et existera jusqu'à sa disparition dans la société communiste. C'est en ce sens qu'il existe, en toutes périodes,des minorités révolutionnaires comme expression de cet effort constant" (Revue Internationale du CCI n°5 p. 22).

Ainsi, et contrairement à ce que vous semblez croire, nous ne défendons pas l'idée qu'il n'y ait deplace pour l'activité des révolutionnaires qu'aux moments de crise aiguë ou d'intense lutte de classe.

Tout au contraire, notre courant a toujours dénoncé une telle position. Nous pensons que, même" dans les périodes de recul, ou de creux de la lutte de classe, les révolutionnaires ont une fonction. "Leur tâche essentielle consiste alors, en tirant les leçons des expériences antérieures, à préparer le cadre théorique et programmatique du futur parti prolétarien qui devra nécessairement ressurgir dans la prochaine montée de la lutte de classe" (plateforme du CCI). C'est pour cela que, lorsqu'un individu se hisse à une conscience révolutionnaire, il n'attendra pas, pour agir, que la crise ou la révolution soient là.

Vous écrivez encore : "Etre révolutionnaire, c'est initialement une simple question de sentiment : sentir la pourriture et vouloir lutter contre elle". Certes, la condition nécessaire pour être un révolutionnaire, c'est d'être un révolté, mais ce n'est nullement une condition suffisante : en effet, peut-on sérieusement dire que les quelques centaines de révolutionnaires (c'est-à-dire membres d'organisations au programme révolutionnaire) existant aujourd'hui dans le monde sont les seuls êtres humains qui soient révoltés contre l'ordre existant ? Certainement pas !

S'il suffit de "sentir la pourriture et vouloir lutter contre elle" pour être révolutionnaire, alors même les fascistes sont révolutionnaires (ce qu'ils prétendent d'ailleurs quelques fois) !

Etre révolutionnaire, c'est participer consciemment et activement à un mouvement qui tend à révolutionner la société.

Et comme aujourd'hui le seul mouvement qui puisse le faire est la lutte historique de la classe ouvrière contre le capitalisme, est révolutionnaire celui qui participe à cette lutte en y mettant en avant les buts généraux et finaux du mouvement" (Manifeste Communiste). Contrairement à la conception policière de la bourgeoisie, pour laquelle c'est l'action de "meneurs" qui rend la classe ouvrière révolutionnaire, "il existe des révolutionnaires parce qu'il existe une classe au devenir révolutionnaire" (Plate-forme du CCI). Et cette idée n'est pas une invention du CCI, qu'il aurait mise au point lors de sa "retraite dans la montagne". C'est la même idée qui figure déjà dans le"Manifeste Communiste" dont, à notre connaissance, le FOR se réclame encore : "Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne font qu'exprimer, en termes généraux, les conditions réelles d'une lutte de classe qui existe, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux."

En d'autres termes, les communistes ne sont pas le produit d'eux-mêmes, leurs idées ne sont pas le produit de leur révolte. Ils sont fondamentalement une sécrétion de la classe ouvrière dans son processus de prise de conscience d'elle-même, des buts et des moyens de son mouvement historique.

De ce fait, l'apparition, le développement et l'impact des groupes communistes dépendent étroitement des conditions générales de la lutte de classe, de la combativité et du niveau d'ensemble de conscience de celle-ci et donc du rapport de forces entre elle et la bourgeoisie. Est-ce par hasard que le mouvement communiste a dégénéré, s'est disloqué, que les groupes qui ont tenté d'en préserver les principes se sont amenuisés, sclérosés, et ont souvent disparu au cours de la terrible contre-révolution qui s'est abattue sur la classe ouvrière mondiale à partir des années 1920 ? Est-ce par hasard que depuis 1968, avec la reprise historique des luttes, il soit apparu un nombre important de nouveaux groupes révolutionnaires dans un grand nombre de pays, que ceux qui existaient déjà se soient développés, aient augmenté leur impact, la diffusion et l'importance de leur presse ? Nous ne nions pas que des facteurs autres que la situation d'ensemble de la société et de la lutte de classe puissent jouer dans l'apparition d'un groupe politique. Par exemple, l'action de quelques éléments issus d'un groupe antérieur est souvent décisive dans l'origine ou la constitution formelle d'une organisation communiste. Mais, de la même façon qu'une graine ne donnera jamais une plante si elle est semée sur un sol stérile, un noyau communiste ne peut se développer s'il ne trouve autour de lui des conditions propices à un tel développement. Si, pour fonder un groupe révolutionnaire, il faut "uniquement des individus révolutionnaires, encore faut-il se demander pourquoi de tels individus apparaissent à tel moment et non à tel autre?

Vous écrivez : "Expliquer l'existence ou l'inexistence, la force ou la faiblesse de ou des organisations révolutionnaires par l'état de la lutte de classe et expliquer ce dernier par l'état économique momentanné dans lequel se trouve le capitalisme n'est pas notre démarche". Et c'est bien ce que nous critiquons. Nous ne prétendons pas que ce soient les seules déterminations, mais ce sont bien les déterminations essentielles et il nous semble que c'est là la démarche du marxisme dont pourtant vous vous réclamez. De fait, vous attribuez au circonstanciel -votre démarche individuelle- la place fondamentale dans l'apparition et le développement d'un groupe politique comme le vôtre, alors que l'essentiel -les déterminations sociales et économiques, la nécessité historique- est niée purement et simplement. Vous partez de l'idée juste , mais partielle, que pour être révolutionnaire il faut être révolté, pour aboutir à la conclusion apparemment logique mais parfaitement fausse que la cause de l'émergence des organisations politiques de la classe est le produit de la seule volonté d'individus révoltés.

Dans ce dernier passage, non seulement vous exprimez avec clarté votre désaccord avec le marxisme en ce qui concerne les causes de l'apparition des éléments et groupements communistes dans la classe, mais également en ce qui concerne les conditions du développement de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne. Sur cette question, il peut être utile de rappeler quelques bases du matérialisme historique :

- "l'économie est le squelette de la société" (Marx) ;
- "à un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existant...) Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale"(Marx)(2)
- "du fait de la prospérité générale, au cours de laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent avec toute la luxuriance possible dans les rapports sociaux bourgeois il ne peut être question de véritable révolution. Celle-ci n'est possible qu'aux périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes bourgeoises de la production entrent en conflit l'un avec l'autre... (c'est ainsi que Marx et Engels ont toujours caractérisé la crise).*Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise"... (Marx) (3).

Nous pourrions multiplier les citations des théoriciens du marxisme ; toutes vont dans le même sens : bien que la lutte de classe existe à chaque moment de la vie de la société capitaliste, le développement et l'approfondissement de celle-ci, sa capacité à menacer réellement la classe régnante, n'est possible qu'avec l'aggravation des conditions économiques de la classe exploitée, qu'avec l'existence d'une crise profonde au sein même des institutions du capitalisme, idéologiques, politiques, et en premier lieu, évidemment, dans*la fondation réelle de la société, sur laquelle s'élève l'édifice juridique et politique" (Marx) : l'économie.

Vous appliquez à l'étude des causes de la révolution les mêmes critères qu'à celle des causes du surgissement d'organisations communistes : pour vous, c'est une question "d'individus". Vous posez la question : "Ne pensez-vous pas qu'un individu qui a le ventre vide pense plutôt à le remplir et non pas tant à révolutionner le monde?". Ce que vous semblez oublier, c'est que lorsque cet "individu" est un prolétaire, il appartient à une classe sociale qui a des intérêts collectifs donnés qui ne sont pas la simple somme des intérêts "individuels" des membres qui la composent : c'est pour cela que le marxisme ne pose pas comme l'idéologie bourgeoise que "l'histoire est l'histoire de la lutte des individus" mais bien que "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes" (Manifeste Communiste).

Comme membre d'une classe que des conditions objectives poussent à agir dans telle ou telle direction, le prolétaire n'agit plus et ne pense plus comme un être individuel et isolé . Quand le prolétariat agit pour lui-même, comme classe, pour "remplir le ventre" de ceux qui le composent, il tend à s'opposer de plus en plus violemment au capitalisme dont l'intérêt est justement de le remplir le moins possible, quels que soient les oripeauxdont il se pare. C'est vrai que dans certaines conditions historiques, notamment lors de la crise de 1929, une aggravation des conditions de vie des ouvriers a finalement débouché sur une plus grande soumission au capitalisme (notamment sous ses formes staliniennes et fascistes), mais il s'agissait là de périodes où le prolétariat était déjà battu, où son unité avait été brisée, où il était justement atomisé, réduit à une simple somme d'individus prolétaires "au ventre vide". Mais l'histoire ne connait pas d'exemple de révolution dans une période de pleine prospérité : 1789 fait suite à une crise économique majeure; la révolution de 1848 est provoquée par la crise commerciale de 1847; c'est parce qu'ils ont "le ventre vide" et qu'ils sont précipités dans le chômage que les ouvriers parisiens se révoltent en juin 1848, ce sont les terribles privations conséquences de la guerre, qui conduisent les ouvriers parisiens à l'insurrection de mars 1871, les ouvriers russes aux révolutions de 1905 et 1917, les ouvriers allemands à la révolution de 1918-19.

Ainsi, qu'elles s'appliquent aux causes des révolutions comme aux causes du surgissement des courants révolutionnaires, les analyses du FOR font preuve d'un égal mépris pour l'expérience historique. Que la Ligue des Communistes et les trois Internationales se soient fondées au moment d'une montée de la lutte de classe,elle même résultant d'une aggravation des conditions de vie des travailleurs n'est pas fait pour impressionner le FOR : si l'histoire n'entre pas dans ses schémas, ce n'est pas qu'ils sont faux, c'est l'histoire qui s'est trompée! De la même façon, parce qu'il pense que la crise est un obstacle à la révolution et qu'il espère que celle-ci aura quand même lieu bientôt, le FOR décrète

(suite p.5)

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Aix-en-Provence, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Montpellier, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

aix-en-provence

Permanence : 13 décembre, à 18 h., au Café Le Leydet, Cours Mirabeau.

bordeaux

Réunion publique : le 16 décembre, à 17 17 h. au Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE".
Permanence : Librairie 33, 26, rue St James, le premier mercredi de chaque mois, de 17 h à 19 h et le dernier samedi de chaque mois de 16 h à 19 h.

dijon

Permanence : 20 décembre, de 18 h. à 19 h., au Pavillon St Bernard, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

grenoble

Réunion publique : 4 février, au 6, rue Hector Berlioz, à 21 h. sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES".
Contact avec les diffuseurs au marché St Bruno, le samedi 5 février de 10 h. à 12 h.

le havre

Permanence : 2 décembre, à la salle de la mairie de Graville, ...

lille

Réunion publique : 16 décembre, à 15 h. 30, au Centre Culturel, 12, rue Molière, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES".

lyon

Réunion publique : 16 décembre, à 17 h., au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE".
Permanence : 20 décembre, au même endroit, de 18 h. à 19 h.

marseille

Réunion publique : 5 janvier, à 21 h., salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire, Marseille 6ème, sur le thème : "LUTTES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE".
Permanences : 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 20 h., même endroit.

nantes

Réunion publique : 16 décembre, à 17 h., 3, rue Amiral Duchaffault, sur le thème: "L'ANTIFASCISME, UNE VIEILLE ARME DE LA BOURGEOISIE .

paris

Réunions publiques : 27, rue de Choisy, (1er étage, salle verte), Paris 13ème.
3 décembre, sur le thème : "LA BOURGEOISIE PREPARE LA GUERRE, PREPARONS LA REVOLUTION".
13 janvier, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1919".
Permanences : tous les samedis à 16 h. au même endroit (salle orange).

rouen

Réunion publique : 21 décembre, à 20 h. 30, à lLa Halle-aux-Toiles, sur le thème : "LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE".

toulouse

Réunion publique : 22 décembre, à 21 h., au 48, rue de la République, sur le thème : "LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE".

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.8

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

PUBLICATIONS DU CCI

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereldrevolutie

I.K.S.
Postbus 452
Nijmegen

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

internationalisme N° 26

Grèves en Grande-Bretagne : lutter contre l'attaque des salaires, c'est lutter contre l'Etat.
Leçons de la grève du pétrole.
Liban : toujours plus de sang pour le capital.
Lutte de classe et révolutionnaires.
Transports en commun : roulés par qui ?
Construction navale aux Pays-Bas : le piège de l'intérêt d'entreprise.
Namibie : qu'il est difficile de rester un bon américain.

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, eelle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

revue internationale N° 15

- Le cours historique
- L'Etat dans la période de transition
- Résolution sur terrorisme, terreur et violence de classe
- Allemagne de l'Est : l'insurrection ouvrière de juin 1953
- Espagne 1936 : le mythe des collectivités anarchistes
- Sur la question nationale : réponse à "Solidarity".

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Sur la deuxième conférence internationale

• Au mois de mai 77 le CCI s'est rendu à une Conférence de discussion internationale appelée à l'initiative de Battaglia Comunista (cf. la brochure du compte-rendu de la conférence de Milan). Les participants de cette Conférence, estimant que l'aggravation de la situation économique mondiale, la multiplication des tensions inter-impérialistes et la combativité de la classe ouvrière face aux effets de la crise placent les révolutionnaires devant des responsabilités accrues, ont fait un premier pas pour briser l'isolement qui affaiblit les forces communistes aujourd'hui.

Une deuxième Conférence vient d'avoir lieu à Paris à laquelle ont participé des délégations du CCI, du PCI (Battaglia Comunista), de la Communist Workers'Organisation (GB), du Núcleo Comunista Internazionalista (Italie), de For Kommunismen (Suède) etu du Fomento Obrero Revolucionario (Espagne et France(1). Cette Conférence a connu plus d'ampleur dans la discussion par le fait du nombre accru des délégations ; elle a pu discuter des points cruciaux pour une orientation révolutionnaire :

-Les perspectives (où va la crise, guerre ou révolution ?) ;

-L'attitude des révolutionnaires par rapport aux "luttes de libération nationales";

-Le rôle de l'organisation des révolutionnaires (qui prend le pouvoir- parti ou classe ? Syndicats ou soviets ? La conscience de classe).

Les textes et le compte-rendu de la Conférence seront publiés bientôt (ainsi qu'un article plus détaillé dans la Revue Internationale du CCI n° 16.

Les groupes ont été invités selon des critères qui, tout en ne prétendant pas définir toutes les positions de classe, servaient à nous délimiter par rapport à la contre-révolution,avec qui toute discussion est impossible. Les participants sont tombés d'accord pour continuer les contacts et convoquer une troisième Conférence sur des points plus précis et plus concrets.

Le développement de la combativité du prolétariat a toujours posé pour les révolutionnaires la nécessité de regrouper les forces communistes. Cette nécessité s'impose pareillement aujourd'hui, et de façon encore plus aiguë si l'on considère l'enjeu des affrontements sociaux de notre temps : guerre ou révolution. Mais les séquelles qu'un demi-siècle de contre-révolution a laissé dans la classe et dans le milieu révolutionnaire ne s'effacent pas d'un seul coup comme les dix dernières années de lutte nous le montrent. Leur isolement au sein de la classe, la sclérose des uns et le manque d'expérience des autres empêchent les organisations révolutionnaires de clarifier les positions politiques essentielles d'emblée ; il n'a donc jamais été question de regroupement immédiat dans l'état actuel du milieu politique. SEULE UNE BASE PROGRAMMATIQUE CLAIRE, éprouvée dans des conditions de lutte intense peut justifier et obliger un regroupement des forces révolutionnaires. Mais l'avenir ne s'improvise pas. Il se prépare par notre intervention aujourd'hui. Ces Conférences s'inscrivent dans un effort constant de contact et de confrontation entre les groupes révolutionnaires de tous les pays. Quand on connaît la lamentable habitude de s'enfermer sur ses propres vérités et de concevoir les autres organisations révolutionnaires comme des "adversaires"- une attitude qui relève en fait d'un sentiment d'impuissance face aux limites de l'intervention aujourd'hui- on comprend qu'elle ne peut être surmontée que par un effort conscient de clarifier les questions politiques au delà de tout esprit de chapelle. Quand on connaît la difficulté que nous avons à distinguer les vraies divergences, à se comprendre entre révolutionnaires, on peut mesurer la portée et le progrès que constituent ces Conférences.

Quelle que soit l'intransigeance avec laquelle chaque groupe a critiqué ce qu'il considère être les erreurs chez d'autres, la Conférence s'est déroulée dans un souci de fraternité militante. Si par rapport aux groupes venant de la contre-révolution (PC, trotskystes, maoistes), et qui constituent l'appareil de gauche du capital, le CCI appelle à rompre tout de suite parce que la clarification n'est possible qu'en DEHORS de ces organisations, par contre, au sein du milieu révolutionnaire, la discussion n'a rien à voir avec une tentative de "débauchage" ou de recrutement de quelques militants d'un groupe par un autre; toutes choses qui en aucun cas ne sauraient modifier le rapport de forces réel entre bourgeoisie et prolétariat. C'est la contre-révolution stalinienne et le trotskysme, qui ont tant dénaturé le travail politique par son assimilation au "noyautage" et à la "pêche à la ligne" que l'on finit par ne plus pouvoir comprendre que le but de la discussion, c'est avant tout la clarification devant conduire à une décantation des positions politiques les plus solides et les plus cohérentes.

Le CCI est conscient des limites présentes du processus de regroupement et du long chemin qui reste encore à faire avant une possibilité d'unification mondiale des forces révolutionnai---- ; c'est pour cela même que nous condamnons l'attitude des groupes qui ont refusé de participer à la Conférence. En premier lieu le PCI (Programme Communiste) qui, du haut de sa prétention mégalomane d'être le seul à préparer le parti de demain, ne daigne répondre, et encore indirectement, à la discussion internationale que par un article paru dans Programma Comunista : "La lutte entre les enculés et les enculeurs". Pour le PCI, apparemment, les rapports entre les révolutionnaires ne peuvent être qu'un rapport d'agression. Si le PCI a cette vision malade, on comprend qu'il ait choisi de se châtrer par une non-participation. Pour le PCI, si on est d'accord on rentre dans le parti, si on n'est pas d'accord, on n'a rien à se dire. C'est aussi simple. Le PCI donne raison à la bourgeoisie qui présente les révolutionnaires comme des fous. D'après le PCI, c'est LUI le vrai Napoléon. En fait, c'est pour ne pas confronter ses positions incohérentes avec celles des autres groupes que le PCI, dans son insécurité, se cache derrière sa conception du parti comme derrière la grossièreté.

Pour Une Intervention Communiste (PIC) a également refusé de discuter. Pour le PIC, on peut se réunir avec des résidus du milieu "autonome", et des ouvriéristes de tous bords, ses membres peuvent participer à la revue Spartacus avec des élémentssociaux-démocratesde gauche mais une discussion entre révolutionnaires est un "dialogue de sourds". Cette attitude sectaire qui consiste à ne pas venir même pour s'expliquer monrtre combien le milieu aujourd'hui manque de maturité.

Nous regrettons aussi que le FOR ait quitté la Conférence en coup de théâtre au lieu de rester défendre sa thèse selon laquelle il n'y a pas de crise aujourd'hui. Est-ce une attitude qui permet de clarifier la question? Si nous perdons l'esprit critique par rapport à nos analyses, nous allons transformer le marxisme en dogme religieux.

L'avant-garde de la classe ouvrière n'est pas auto-proclamée ni assurée d'avance. Tout comme la victoire finale n'est pas une fatalité, la contribution essentielle des révolutionnaires fera défaut si les éléments les plus conscients ne préparent pas le regroupement de demain. On ne peut prétendre être un groupe communiste et tourner le dos à la discussion internationale entre courants révolutionnaires. En saluant l'effort que représentent ces premières Conférences, nous invitons les éléments et les organisations révolutionnaires à se joindre aux futures Conférences:

T.P.

note :
(1) Deux autres groupes : l'OCRIA (Travailleurs immigrés en lutte, France) et "Il Leninista" (Italie) ont donné leur accord pour participer à la conférence mais n'ont pu y être présents pour des raisons diverses.

DICTATURE DU PROLETARIAT ET DEMOCRATIE OUVRIERE

(suite de la p.1)

Aujourd'hui, plus de soixante années après la plus grande expérience prolétarienne, la révolution russe, la crise générale du capitalisme remet à l'ordre du jour la nécessité de la dictature du prolétariat. Alors que le prolétariat n'a pas été battu, qu'il a ressurgi sur la scène historique par de vastes mouvements de classe, la crise le pousse à des confrontations de plus en plus violentes avec le pouvoir d'Etat partout dans le monde. L'approfondissement de la lutte de classe, pour autant que le capitalisme ne réussit pas à imposer sa solution : la guerre mondiale, va le conduire à des affrontements décisifs avec la bourgeoisie, dont le point le plus haut ne peut être que le renversement mondial du système d'exploitation et l'instauration de sa dictature comme condition nécessaire du passage au socialisme et à la société sans classes.

Il est donc nécessaire de dégager les caractéristiques de la dictature du prolétariat, en montrant qu'elle n'est pas un "mal nécessaire", mais une condition du passage d'une société gangrenée par les crises, les guerres impérialistes, à une société de véritable liberté.

Plus de cinquante années de contre-révolution ont malheureusement déformé le sens du terme "dictature du prolétariat". Celle-ci, dans l'esprit de beaucoup d'ouvriers et en particulier dans les pays de l'Est, est assimilée

déploiement gigantesque de sa police,sa répression violente des luttes ouvrières comme en 53 en Allemagne de l'Est, 56 en Hongrie et 70 en Pologne. Alors que la prétendue "dictature du prolétariat" dans les pays de l'Est n'est qu'un mensonge monstrueux pour voiler la réalité de l'exploitation de l'Etat capitaliste, les défenseurs zélés du capitalisme n'ont pas manqué pour prétendre que la dictature du prolétariat, dans la conception marxiste, ne mènerai qu'à une "dictature sur le prolétariat" Des mencheviks aux actuels "défenseurs des droits de l'homme", les agents acharnés du capitalisme ne manquent pas pour essayer de décourager le prolétariat de renverser la société bourgeoise çt le persuader que la "démocratie occidentale" est préférable, avec ses "libertés".

Cependant, la mystification de la "démocratie" bourgeoise -pour le grand malheur des Carter et autres "nouveaux philosophes"- ne peut que s'effilocher au fil de la crise. Quel ouvrier sensé croiera aujourd'hui dans les vertus de la "démocratie" bourgeoise, quand les fameuses "libertés" qui font tant pleurer dans les chaumières signifient : "liberté" d'être au chômage, "liberté" de se faire tuer dans les guerres impérialistes, "liberté" de crever tous les jours à petit feu avec une exploitation toujours plus féroce.

La crise du capitalisme remet donc à Tordre du jour la nécessité du socialisme, celle d'en finir avec un système qui n'arrête pas quotidiennement de s'enfoncer dans la barbarie qu'il sécrète.

pourquoi parler de "dictature"?

La notion de "dictature", dans le sens non du totalitarisme de l'Etat capitaliste décadent, mais de l'exercice du pouvoir par la classe révolutionnaire historiquement progressiste, dérive des révolutions bourgeoises. Pour établir sa domination économique, la bourgeoisie devrait dominer politiquement le reste de la société à travers l'Etat qu'elle conquérait , par la mise hors-

que les Cromwell, les jacobins, affirmaient la domination de leur classe. Cette terreur s'appliquait sur l'ensemble des couches sociales, aussi bien les classes exploitées (artisans, ouvriers) que sur les fractions indécises de la bourgeoisie prêtes à transiger avec la classe féodale. Mais cette terreur était momentanée pour la bourgeoisie qui n'aspirait qu'à respirer l'air du libéralisme politique, l'air serein de la "démocratie". Cette "démocratie" pour la bourgeoisie ne mettait pas fin néanmoins à la terreur sur la classe exploitée prolétarienne. La dictature est le mode de vie même du capitalisme, fût-il le plus "démocratique", le plus riche en "libertés juridiques" qui soit.

Est-ce à dire que le prolétariat, lorsqu'il prendra le pouvoir, devra établir sa domination de classe sans dictature sur la classe exploiteuse ? L'expérience même montre qu'il est impossible au prolétariat de réaliser son but: le socialisme, sans employer la violence organisée, sans briser la résistance d'une bourgeoisie qui préfère voir le monde s'ensanglanter en entraînant toute l'humanité avec elle, plutôt que d'abandonner le système qui l'a engendré. Contre l'illusion criminelle des anarchistes qui affirment que le prolétariat n'a pas à utiliser la coercition sur les classes exploiteuses, mais doit généreusement garantir la liberté de chacun, de chaque individu, le marxisme affirme que la question de la liberté ne se pose pas en termes d'individus, mais de classes sociales absolument antagoniques.

"Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit. C'est un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons.-moyens autoritaires s'il est fut. Force en est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servi de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie? Ne pouvons nous pas, au contraire, la blâmer d'avoir fait trop peu usage de cette autorité?" (Engels, "De l'autorité")

Ainsi la domination du prolétariat n'implique pas la "liberté pour tous", drapeau derrière lequel se cache la bourgeoisie. A la différence de celle-ci qui dissimule toujours hypocritement sa dictature féroce derrière "l'intérêt général", "Tordre social", "les libertés fondamentales", le prolétariat n'a pas peur d'affirmer sans détours la nécessité de la violence pour briser le carcan capitaliste qui enserre la société, de l'appliquer farouchement et ouvertement contre les forces de la contre-révolution.

dictature du prolétariat = terreur ?

Cependant le prolétariat, tout en employant la violence contre la classe ennemie, n'établit pas son pouvoir de classe en se nourrissant de la chair des vaincus, comme le dieu Moloch de la Bible. Le culte de la "violence en soi", de la violence pour la violence, est une pratique absolument étrangère au prolétariat. Il est de l'essence même du capitalisme de reposer sur des rapports de violence, qui finissent par dominer l'ensemble de la société, pour culminer dans la terreur permanente incarnée par l'Etat. Les soixante dernières années avec leurs sinistres massacres de millions d'hommes, l'anéantissement de populations entières, la torture institutionalisée donnent une image exacte de la finalité du capitalisme décadent : l'anéantissement de l'humanité.

Le prolétariat a pour finalité non la conservation, mais la destruction de la barbarie. Classe exploitée, il ne peut avoir pour moteur de son activité révolutionnaire que son but : la suppression de toute exploitation. En détruisant le capitalisme, le prolétariat supprime non seulement son exploitation, mais celle de l'humanité entière. Pour tenter d'opposer le prolétariat au reste des exploités, les idéologues bourgeois et petits-bourgeois ne manquent jamais d'affirmer que "au fond les ouvriers voudraient être patrons", et que "de toutes façons, il faudra toujours des patrons". Pour la bourgeoisie, il est inconcevable qu'il puisse exister un autre système que le sien, fondé non sur l'exploitation, mais sur Témancipation de toute l'humanité de la société de classes.

Lorsque le prolétariat est amené à utiliser la violence pour enlever toute capacité de résistance à la classe bourgeoise, c'est non pour exercer une terreur sans fin sur cette classe, mais pour mettre fin à la longue nuit de la préhistoire humaine oû "l'histoire" des classes exploiteuses s'est transcrite sur des annales souillées du sang et de la boue de leur système. La dictature du prolétariat n'est pas le renforcement, le développement de la terreur. Cette idée, développée par Staline dans les années 20 que la "dictature du prolétariat" se renforcerait au fur et à mesure qu'on se rapprocherait du socialisme est la théorisation de la terreur stalinienne dirigée contre le prolétariat. Au contraire, la phase de "dictature" pour briser la contre-révolution bourgeoise est transitoire. Son but n'est pas de se perpétuer, mais de disparaître pour laisser place au socialisme. C'est pourquoi, si la phase de dictature du prolétariat signifie la plus grande fermeté et vigilance vis-à-vis de la bourgeoisie prête à un bain de sang monstrueux, elle n'est pas une "dictature" dans le sens classique du terme que lui a donné la bourgeoisie. Le prolétariat n'est pas une classe assoiffée de sang, le "couteau entre les dents", propre visage de la bourgeoisie que celle-ci projette sur lui pour les besoins de sa propagande vis à vis des

Représentant les intérêts de l'humanité sortant du cauchemar de la société de classes, il n'aspire pas à détruire, et se refuse à utiliser les méthodes d'avilissement et d'extermination caractéristiques de la bourgeoisie. Son but, c'est de CONSTRUIRE la société de l'homme, le communisme.

Le communisme, dont le prolétariat porte le germe, est donc aux antipodes du totalitarisme actuel, où Etat et terreur s'identifient. Le marxisme ne peut que rejeter l'assertion selon laquelle la dictature du prolétariat serait "l'instauration de la société monoclassiste, monoparti et ouvertement totalitaire du prolétariat dirigée par le parti de classe" (Le Prolétaire, N°276). A ces apologistes de la dictature totalitaire d'un parti, on ne peut que répondre, comme le faisait Engels à partir de l'expérience de la Commune : "Regardez donc la Commune de Paris". Regardez donc la révolution russe! la dictature du prolétariat, c'était au début, non la dictature d'un parti unique, mais celle des conseils ouvriers, "forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat" (Lénine). Totalitaire, une révolution qui pendant son existence, fut l'oeuvre de millions d'ouvriers qui établirent leur pouvoir non en développant, mais en détruisant l'Etat tzariste totalitaire ? Y avait-il donc un seul parti ouvrier dans les conseils en 1917 ? Dictature d'un parti, le gouvernement des commissaires du peuple, désigné par les conseils ? L'expérience concrète d'octobre 17 est un clair démenti à une telle vision où la fière devise de Marx "l'émancipation de la classe ouvrière sera l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même" est remplacée par "la dictature du parti sera l'oeuvre totalitaire du monoclassiste monoparti".

Le contenu véritable de la dictature du prolétariat, de la révolution russe, c'est la démocratie pour les masses ouvrières et travailleuses. C'est ce que nous verrons dans un prochain article.

Ch.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*
- *La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.*
- *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*
- *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*
- *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*
- *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*
- *A notre époque, les syndicats sont <u>partout</u> des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*
- *Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.